

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Irak : cinq mois de révolte



- Les apprentis sorciers du Brexit
- Les nouvelles routes de la soie
- Les migrants du Honduras
- Lutte ouvrière dans les élections municipales

Au sommaire de ce numéro

| | |
|---|----|
| Irak: cinq mois de révolte | 1 |
| Les apprentis sorciers du Brexit | 7 |
| Chine: les nouvelles routes de la soie | 14 |
| Honduras: les migrants fuient le désastre provoqué par l'impérialisme américain | 22 |
| Des listes de Lutte ouvrière aux élections municipales | 32 |

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Irak : cinq mois de révolte

Le 26 septembre 2019, à Bagdad, un rassemblement de quelques milliers de jeunes chômeurs réclamant des emplois s'est transformé en quelques jours en un vaste mouvement de masse exigeant la chute du régime. Après le limogeage du lieutenant général al-Saadi, populaire par son rôle joué contre l'organisation Daech, la répression exercée contre les jeunes par des forces de sécurité tirant à balles réelles a été le facteur déclenchant d'une révolte inédite.

Depuis le 1^{er} octobre, l'Irak est secoué par un mouvement de contestation populaire, lancé sur les réseaux sociaux, dont l'épicentre se situe à Bagdad. Il s'est étendu par la suite aux villes du sud comme Nasiriya et Bassora et aux grandes villes du centre comme Nadjaf et Kerbela, des régions dont la population est majoritairement de confession chiïte. Le nord du pays, essentiellement kurde, et les régions à majorité sunnite sont jusqu'à présent restés à l'écart de la contestation.

RÉVOLTE CONTRE LE SYSTÈME POLITIQUE ET CONTRE L'IRAN

Dans le quatrième pays producteur de pétrole, les manifestants dénoncent le chômage et le délabrement des services publics dont souffre la population. Ils accusent les dirigeants politiques d'être responsables de la corruption qui sévit à tous les étages de la société, et d'avoir détourné la manne pétrolière. Le slogan « Nous voulons du

travail » a fait place à des slogans démagogues, exigeant le départ du Premier ministre Abdel Mahdi, dont l'entrée en fonction un an plus tôt avait pourtant suscité bien des espoirs.

Pour enrayer la contestation, le gouvernement a annoncé des mesures d'urgence, des élections anticipées et une réforme du système des embauches et des retraites. Mais les manifestants ne croient plus aux promesses. Ils rejettent le système politique confessionnel mis en



La place Tahrir est, depuis cinq mois, le centre de la contestation à Bagdad.

place après la chute de Saddam Hussein en 2003 à la suite de l'intervention militaire des États-Unis et, avec la complicité de l'Iran, qui organise le partage du pouvoir entre les notables chiites, kurdes et sunnites. « *Au nom de la religion, les voleurs nous ont pillés* » scandent les manifestants. « *Nous voulons un pays meilleur, sans corruption, sans répartition des postes par quotas confessionnels* », expliquait l'un d'entre eux.

Le pouvoir a tenté en vain de mettre fin par la répression à un mouvement pacifique. Celui-ci s'est étendu. La jeunesse des quartiers populaires a été rejointe par la jeunesse scolarisée, écoliers, collégiens et étudiants. Les syndicats ont appelé à la grève dans tous les services publics. Les administrations, les établissements scolaires sont restés fermés durant plus de deux mois. Les médecins, les avocats ont également rejoint le mouvement. Durant les trois premiers mois, la répression aurait fait plus de 450 morts et 20 000 blessés. Bravant les armes lourdes des forces de sécurité ou les balles de snipers installés par les milices, la jeunesse a continué à manifester et à occuper la place Tahrir à Bagdad ainsi que les places d'autres villes.

Les propos des dirigeants



iraniens, accusant les manifestants d'agir pour le compte de puissances étrangères telles que les États-Unis, Israël ou l'Arabie saoudite, ont attisé le sentiment national des manifestants. Les Irakiens subissent en effet une double domination, américaine et iranienne, qu'ils rejettent l'une comme l'autre. En novembre, les slogans hostiles à l'Iran comme « Nous voulons une patrie » et « Iran

dégage ! » ont fait leur apparition. Le 4 novembre à Kerbala, considérée comme ville sainte par les musulmans chiites, des protestataires se sont attaqués au consulat d'Iran, qu'ils ont recouvert de drapeaux irakiens, inscrivant sur les murs « Kerbala libre, Iran dehors ». Le 27 novembre, le consulat iranien de Nadjaf était incendié.

Le rejet de l'Iran, parrain



Moqtada Sadr, vainqueur des élections législatives de mai 2018, brandissant son doigt après le vote.



Dans les rues de Bagdad le 30 octobre 2019, une effigie d'Abdel Abdel Mahdi, Premier ministre poussé à la démission.

des partis religieux chiites et des milices qui dominent l'Irak depuis 2003, est d'autant plus alarmant pour le pouvoir que c'est la jeunesse des régions chiites, censée être leur base sociale, qui s'est soulevée. Ainsi Sadr City, l'immense quartier pauvre de Bagdad, ancien fief du Parti communiste, est devenu celui de Moqtada al-Sadr, chef d'un puissant parti nationaliste religieux chiite. Ses prises de position l'ont rendu populaire auprès des couches déshéritées qu'il prétend représenter.

Lors des élections législatives de 2018, Moqtada al-Sadr a rallié à lui le Parti communiste sur un programme nationaliste réclamant un État laïque. Il a axé sa campagne sur la réforme de l'État, la fin des milices, la lutte contre la corruption, la justice sociale et la tolérance religieuse. Sa victoire aux élections a fait de son mouvement la première force politique au Parlement. Sitôt élu, il s'est allié à ses rivaux du Fatah, coalition de milices pro-iraniennes, pour former un gouvernement de compromis.

À ce titre, Moqtada al-Sadr est responsable de la politique menée par le pouvoir. Face à une contestation spontanée qui lui échappait, et rejointe par nombre de ses partisans, il a joué double jeu, affirmant au début comprendre le mouvement, mobilisant ses militants pour l'organiser et prétendument pour le protéger. Si ce soutien a été vécu comme un encouragement par bien des manifestants, d'autres sont restés méfiants et y ont vu à juste titre une manœuvre. Et en effet al-Sadr a d'abord profité du mouvement pour régler ses comptes avec un Premier ministre dont il exigeait le départ. Celui-ci, Abdel Mahdi, a finalement annoncé sa démission le 29 novembre sous la pression populaire, sans que cela mette un terme à la contestation.

APRÈS L'ASSASSINAT DE SOLEIMANI

Début janvier, des milliers de miliciens pro-iraniens faisaient irruption dans la « zone verte », en direction de l'ambassade américaine qu'abrite ce quartier protégé. En riposte, le président Trump ordonnait l'assassinat à Bagdad de Ghassem Soleimani, général iranien chef des Gardiens de la révolution, et d'Abou Mahdi al-Mohandes, son bras droit en Irak. Cette provocation américaine contre l'Irak changeait la donne. Entre autres conséquences, elle faisait tomber le masque à Moqtada al-Sadr, celui-ci apportant immédiatement son soutien à l'Irak.

Le 29 janvier, le rassemblement de ses partisans clamant des slogans hostiles aux États-Unis était une véritable démonstration de force. Al-Sadr a accusé les manifestants irakiens de faire le jeu des États-Unis et les a appelés à cesser leur mouvement. Mais les jeunes soulevés depuis des mois n'obéissaient pas à ses injonctions, refusant que leur révolte soit éclipsée au profit des rivalités entre puissances et instrumentalisée par les États-Unis.

Le Parlement irakien, dominé par les partis chiites, a réclamé le départ des 5 000 soldats américains présents dans le pays et de leurs alliés. En représailles, Trump a menacé les Irakiens de « sanctions comme ils n'en ont jamais vu ». Après l'assassinat de Soleimani, l'Irak apparaît comme l'arène où les États-Unis et l'Iran s'affrontent et règlent leurs comptes. Mais, en réalité, l'Irak est depuis dix-sept ans le terrain d'une alliance tacite entre les deux puissances. L'une et l'autre ont parrainé un régime politique corrompu basé sur le confessionnalisme. D'une certaine manière, la guerre qu'elles se mènent aujourd'hui en Irak contribue à sauver la mise d'un

régime fragilisé et dans l'impasse. La tension entre ses deux parrains permet au gouvernement irakien de faire oublier les conditions de sa mise en place.

UN RÉGIME CONFESSIONNEL NÉ DE L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE AMÉRICAINE ET PARRAINÉ PAR L'IRAN

Il faut remonter aux sources de cette conjonction d'intérêts américano-iranienne en Irak, à première vue contre nature. En 2003, deux ans après les attentats du 11 septembre, les États-Unis et leurs alliés envahissaient l'Irak. Ils accusaient Saddam Hussein d'être responsable de ces attentats et de posséder des armes de destruction massive. Cela fut le prétexte à l'occupation militaire d'un pays ravagé, affaibli par des guerres successives et par un lourd embargo. La guerre déclenchée par l'Irak contre l'Iran de 1980 à 1988 avait été encouragée par l'impérialisme américain, soucieux d'affaiblir le régime des ayatollahs qui lui était hostile, dans cette région riche en pétrole. Puis la guerre du Golfe en 1991 avait été suivie de dix années de sanctions économiques, qui auraient provoqué la mort d'un million de personnes.

C'est au nom de l'instauration de la paix et de la démocratie qu'en 2003 un déluge de feu s'abattit sur l'Irak. Mais les bombardements et l'occupation américaine ne firent qu'ajouter un degré de plus à la destruction du pays. L'armée et l'administration irakiennes furent démantelées. L'administrateur américain Paul Bremer mit en place une Constitution dressant les Irakiens les uns contre les autres en fonction de leur appartenance confessionnelle ou ethnique. La population irakienne est composée à 60% de chiites, à 20% de sunnites et à 20% de Kurdes. Les sunnites

furent punis et marginalisés pour leur soutien supposé au régime de Saddam Hussein. Les autorités d'occupation s'appuyèrent sur les forces politiques chiites, censées leur être acquises après les persécutions qu'elles avaient subies à l'époque de Saddam Hussein. Parmi elles se trouvaient des partis religieux chiites, comme le parti Dawa soutenu par l'Iran.

Cette occupation créa une situation explosive, débouchant sur un affrontement entre communautés. Elle favorisa l'arrivée et l'essor de nombreuses milices djihadistes recrutant au sein de la population sunnite. Parmi les plus violentes, celle d'Al-Qaida, après avoir pris pour cible l'armée d'occupation, lança ses attaques contre les chiites. En représailles, les populations sunnites furent prises pour cible par les milices chiites et le chaos se généralisa, plongeant l'Irak dans une guerre confessionnelle. Les violences n'étaient pas le fait des populations sunnites ou chiites, mais bien celles des milices qui par la terreur leur imposaient leur autorité.

En 2008, cette guerre s'acheva par la victoire des milices chiites soutenues à la fois par l'Iran et les États-Unis. Elles prirent le contrôle de Bagdad et chassèrent la majeure partie des populations sunnites de la capitale. Les attentats ne cessèrent pas mais, pour s'en protéger, les autorités américaines s'étaient constitué une enclave à Bagdad, la « zone verte », au centre de laquelle ils érigèrent la plus grande ambassade du monde, et où vivaient les classes dirigeantes irakiennes.

En 2011, année des printemps arabes, le président américain Obama décida le retrait progressif des troupes américaines d'Irak. Le bilan était désastreux. Les destructions opérées par les bombardements américains n'étaient toujours

pas réparées. La majorité des réseaux d'eau et d'électricité étaient hors-service. Le pays s'était vidé de ses cerveaux, dont beaucoup, médecins, enseignants ou autres, avaient fui le pays.

LA GUERRE CONTRE DAECH RENFORCE LES MILICES

Al-Qaida en Irak semblait vaincue, mais une nouvelle milice née en son sein, l'organisation de l'État islamique, ou Daech selon son acronyme arabe, prospéra à la faveur de la guerre en Syrie. Elle réinvestit l'Irak, réussissant en juin 2014 à prendre Mossoul, la deuxième ville du pays. Son dirigeant, al-Baghdadi, prétendait venger les populations sunnites et affichait l'ambition de construire un califat à cheval sur la Syrie et l'Irak. L'armée irakienne, gangrenée par la corruption et incapable du moindre combat, s'était littéralement évanouie.

Face aux progrès fulgurants des troupes de l'État islamique qui menaçaient Bagdad, Obama mobilisa ses alliés, dont la France, pour une nouvelle intervention militaire. L'Iran de son côté organisa et mobilisa des milices chiites sous la direction du général Soleimani, pour combattre l'État islamique en Irak et en Syrie. Une nouvelle fois, les États-Unis et l'Iran se retrouvaient alliés pour sauvegarder un régime qu'ils parraïnaient et qui préservait leurs intérêts respectifs.

En 2018, Trump annonçait officiellement la victoire contre les troupes de l'État islamique et un retrait programmé des forces américaines de Syrie et d'Irak. Mais la guerre contre Daech laissait le pays dans un état de complète déliquescence. Les milices avaient pris une importance jamais atteinte. Après les horreurs commises

par les milices chiites lors de la guerre de 2006-2008, leur victoire contre Daech leur redonnait une légitimité qu'elles tiraient aussi de l'État, celui-ci leur ayant attribué des pouvoirs de police sur tous les territoires repris aux djihadistes.

LES MILICES, UN ÉTAT DANS L'ÉTAT

Les milices sortaient de cette guerre renforcées numériquement, politiquement et financièrement. Au nombre d'une cinquantaine, regroupées au sein de Hacht al-Chaabi (Forces de mobilisation populaires), elles comptent aujourd'hui quelque 150 000 hommes et disposent d'un budget de 2,2 milliards de dollars ! Toutes plus ou moins proches de l'Iran, dirigées par Hadi al-Amiri et jusqu'en janvier par le général Soleimani, leurs moyens militaires sont considérables. Elles disposent de chars, d'hélicoptères, d'un état-major et de leurs propres services de renseignement. Elles sont présentes dans tous les rouages de l'État, dont la police fédérale. Entendant bien défendre leurs intérêts et monnayer leur victoire contre Daech, elles ont obtenu en 2016 d'être intégrées aux forces nationales, tout en conservant leur autonomie vis-à-vis du commandement irakien.

Les partis religieux et les milices qui leur sont liées contrôlent le pouvoir à tous les niveaux, des ministères au niveau local, ainsi qu'au Parlement. Ils utilisent l'argent public pour leur propre bénéfice et celui de toute une clientèle qui dépend d'eux. Leur emprise sur la société irakienne a décuplé une corruption déjà importante. Le moindre poste de fonctionnaire s'achète, depuis celui de ministre jusqu'à celui d'employé. Sur le plan économique, les partis et les groupes armés contrôlent une

DR



En novembre 2017, les milices Hachd Al-Chaabi paraden après la libération du village d'Al-Qaim.

partie croissante de la rente pétrolière. Ils ont également la mainmise sur des réseaux d'importation grâce au contrôle des douanes. Le ressentiment de la population à l'égard de ces pratiques, qui mêlent les intérêts iraniens et ceux des élites politico-militaires irakiennes, est énorme.

Dans la région de Bassora, qui fournit 90 % des exportations pétrolières du pays, la population est à l'abandon. Elle souffre du manque d'infrastructures, de coupures d'eau et d'électricité, de l'épuisement et de la pollution des nappes phréatiques. Le chômage est massif et d'autant plus mal accepté que les travailleurs irakiens sont écartés des emplois liés au secteur pétrolier au profit de cadres étrangers et d'une main-d'œuvre asiatique. Cela avait déjà donné lieu à une révolte durant l'été en 2018, mais les promesses d'établir des quotas d'emplois irakiens n'ont jamais été respectées.

DÉSASTRE ÉCONOMIQUE ET INÉGALITÉS SOCIALES

Les compagnies pétrolières internationales exploitent le pétrole en association avec les

partis religieux chiites et leurs milices. Ces derniers contrôlent les douanes et ont la haute main sur le port et l'aéroport. Ils prélèvent leurs commissions sur chaque transaction commerciale et sur chaque contrat de travail. Par le biais de cette corruption, des milliards ont été engloutis au profit d'une classe de riches issus du clergé, des partis et des milices, dont la situation est bien loin de l'extrême pauvreté qui touche la population.

On estime que, depuis 2003, pas moins de 410 milliards de dollars auraient été détournés, soit près de deux fois le PIB du pays en 2018. Ce chiffre officiel que tous les Irakiens connaissent alimente la colère et rend intolérables l'effondrement économique du pays et la détérioration des conditions de vie.

Alors que le PIB par habitant était de 7000 dollars en 1990, il n'était plus que de 4990 dollars en 2017. L'Irak est un pays où 60 % de la population a moins de 25 ans. Les jeunes qui ont déclenché le mouvement venaient des quartiers pauvres qui ceinturent la capitale. 40 % d'entre eux sont au chômage. Les étudiants qui les ont rejoints se considèrent sans ave-

nir. Diplôme en poche, ils ne trouvent que des petits emplois dans le secteur informel. Tous ces jeunes n'ont connu que les privations et la guerre, et certains doivent subvenir aux besoins de leur famille, après le départ ou la mort du père lors des combats qui ont ensanglanté l'Irak depuis 2003.

Ces guerres ont aussi détruit le tissu industriel du pays, qui comptait de nombreuses usines et une classe ouvrière importante. Aujourd'hui, presque toutes les marchandises consommées sont importées de Chine, de Russie et surtout d'Iran, qui considère l'Irak comme un marché vital pour écouler ses produits. Les nombreuses sociétés que l'Iran a implantées en Irak sont un moyen de contourner l'embar-go américain.

L'économie du pays est dépendante du pétrole, plus de 90 % de ses ressources provenant de l'exportation des hydrocarbures. Durant la décennie 2003-2014, avec un prix du baril au-dessus de 100 dollars, le gouvernement avait répondu au chômage par des embauches dans le secteur public. Dans ce pays de 42 millions d'habitants, un travailleur sur deux est embauché par l'État, soit sept millions de personnes. Mais, avec la chute des cours pétroliers survenue en 2014, l'État ne dispose plus des mêmes marges de manœuvre et s'est lourdement endetté.

Les conséquences pour la population sont désastreuses. Les services publics sont à l'abandon. On ne trouve pas de médicaments dans les hôpitaux, qui sont en nombre insuffisant. Tous les enfants n'ont pas accès à l'éducation. Dans certaines classes, les élèves n'ont ni chaises ni tables pour étudier. Mille établissements ont été entièrement ou partiellement détruits. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance estime qu'il faudrait 7500 écoles sup-



Dans Bassora, ville gravement polluée, un habitant tente d'installer un tuyau d'eau potable.

plémentaires pour accueillir dignement tous les enfants. Faute de place, un tiers des écoles irakiennes ont dû mettre en place jusqu'à trois rotations par jour pour accueillir leurs élèves. Malgré cela, cette année 130 000 enfants n'ont pas été scolarisés.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Se nourrir, avoir un toit, avoir accès à l'eau potable est un défi quotidien pour des millions d'Irakiens. Avec l'annonce de la défaite de Daech et le retour à une paix relative, les aspirations à une vie digne et libre sont revenues au premier plan. Elles se sont exprimées essentiellement dans les régions chiites, peu affectées par les combats.

Les habitants des régions kurdes et sunnites, théâtres de la guerre contre Daech, sont encore sous le choc. Au total, 1,8 million de personnes ont dû quitter leur maison et un tiers vivent toujours dans les camps. La ville de Mossoul, libérée en 2017, ne se relève pas des destructions. L'Irak a aussi vu affluer des centaines de milliers de réfugiés syriens. Et puis la peur est toujours présente, la défaite de Daech ne signifiant pas que tous les djihadistes aient disparu et leurs cellules dormantes pouvant se réactiver

à tout moment. Cela explique que ces populations soient restées à l'écart de la contestation, même si elles partagent la même révolte contre le régime confessionnel, la corruption et l'ingérence des puissances étrangères.

Cinq mois après le début de la contestation, le mouvement se poursuit, avec ses occupations de places, ses manifestations et ses blocus d'universités et de routes. Les manifestants maintenant rejettent le nouveau Premier ministre Mohammed Allawi, qui a été deux fois Premier ministre dans le passé. Malgré les manœuvres des partis politiques et une répression qui a fait à ce jour plus de 600 morts et 25 000 blessés, les jeunes engagés dans le combat continuent de défier le pouvoir. Ils savent que chaque manifestation, chaque blocus peut se terminer dans le sang. Leurs leaders sont poursuivis, traqués, menacés de mort par les forces de sécurité et par des milices armées jusqu'aux dents.

Après des années marquées par les interventions militaires, les guerres extérieures et les guerres civiles, les périodes d'embargo économique, les déplacements de population, les bombardements et les massacres, l'Irak est un pays détruit. L'économie, relativement développée jusqu'aux an-

nées 1980, a connu un énorme recul. Les ressources du pays sont mises en coupe réglée par des clans politico-mafieux liés à des puissances voisines ou à l'impérialisme. Alors, la jeunesse irakienne lutte contre cette situation avec courage, et avec l'énergie du désespoir. Sur la base de l'expérience passée, elle ne fait plus confiance aux forces politiques existantes, qui toutes ont une part de responsabilité dans cette catastrophe, et avec raison elle ne voit d'issue que dans sa propre révolte.

Pour mettre fin à la domination de l'impérialisme sur le Moyen-Orient, qui se traduit par la multiplication des situations de crise et de guerre, il faudra abattre les régimes qui se partagent la région et les classes possédantes qui les appuient. Seule une révolution prolétarienne à l'échelle de la région le rendra possible; c'est dans cette voie que la révolte de la jeunesse irakienne doit apprendre à se diriger. Il n'y a pas d'autre issue réelle à la situation insoutenable qu'elle vit, tout comme le reste de la population et celle de nombreux pays voisins, de l'Iran à la Syrie et au Yémen, de l'Égypte au Liban, à la Libye ou au Soudan, dont la situation devient tout aussi insupportable.

17 février 2020



Les apprentis sorciers du Brexit

Trois ans et sept mois après le référendum de juin 2016 sur le Brexit, qui avait donné une courte majorité en faveur de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (UE), le gouvernement conservateur de Boris Johnson a finalement fixé sa date officielle au 31 janvier 2020, à minuit.

En réalité, présenter les choses ainsi n'est qu'un tour de passe-passe qui frise le mensonge. Sans doute, depuis cette date, la Grande-Bretagne n'a-t-elle plus de représentants officiels dans les instances politiques décisionnelles de l'UE. Mais elle conserve une armée d'envoyés et de conseillers, auprès de ces mêmes instances et de bien d'autres, en gros les mêmes que ceux qui étaient en place précédemment, mais avec des titres parfois un peu différents.

Et pour le reste, rien ne change dans les relations politiques et économiques entre l'UE et la Grande-Bretagne. En particulier, la libre circulation des personnes, des marchandises et des fonds, comme les réglementations de l'UE, continueront à s'appliquer à la Grande-Bretagne, au moins jusqu'à la fin décembre 2020.

Cette période est prévue par l'accord de divorce comme une période de transition, destinée à permettre à tous ceux qui sont concernés par ce départ de prendre leurs dispositions et de trouver des solutions de rechange afin de maintenir, autant que possible, les flux économiques existants. En fait, l'accord de divorce va même plus loin, puisqu'il prévoit la

possibilité pour les deux parties de prolonger d'un commun accord cette période transitoire. Évidemment, c'est là une possibilité dont Johnson ne se vante pas, de peur de ternir son image de partisan d'un Brexit dur.

La seule véritable nouveauté sera l'ouverture, en mars, de nouvelles négociations, destinées à parvenir à un accord sur les futures relations commerciales entre les deux parties, accord dont la signature devrait mettre un terme à la période transitoire et marquer la sortie définitive de la Grande-Bretagne de l'UE. Mais il est clair qu'on n'en est pas encore là.

UN TROISIÈME ESSAI POUR LE BREXIT

Le 31 janvier 2020 est la troisième tentative des dirigeants britanniques de fixer une date officielle pour le Brexit. Mais, jusqu'à présent, ils avaient toujours dû faire machine arrière, avant même que l'échéance fixée arrive.

La première échéance, celle du 29 mars 2019, fut ratée et dut être repoussée de sept mois par la Première ministre conservatrice précédente, Theresa

May. Elle n'était pas parvenue à trouver au sein du Parlement une majorité prête à voter pour l'accord de divorce qu'elle avait négocié avec Bruxelles. Non seulement la quasi-totalité des députés d'opposition n'en voulaient pas, mais il en allait de même d'une partie de ses propres députés. Comme, en outre, le groupe parlementaire conservateur était minoritaire au Parlement, elle n'avait aucune chance de faire voter cet accord avant la date voulue.

Le 23 mai, les intrigues menées par les députés de son propre parti contraignirent Theresa May à démissionner du gouvernement et, par voie de conséquence, de la direction du Parti conservateur. Les membres de ce parti furent invités à élire un remplaçant. Boris Johnson l'emporta largement en s'engageant auprès des adhérents conservateurs, majoritairement favorables au Brexit, à respecter la nouvelle échéance du 31 octobre 2019, quoi qu'il arrive. Et, en juillet 2019, Johnson devint Premier ministre.

S'ouvrit alors une période de guérilla parlementaire entre deux camps. D'un côté, il y avait principalement Johnson, ses ministres, la droite conservatrice favorable à un Brexit

dur et des députés conservateurs prêts à tout pour aller à la soupe. Dans l'autre camp, se trouvaient la plupart des députés d'opposition, mais aussi nombre de députés conservateurs pour qui, Brexit ou pas, Johnson était un politicien irresponsable et un menteur invétéré, à qui il était dangereux de laisser les mains libres.

Ce deuxième camp usa de tous les artifices procéduriers imaginables pour lier les mains à Johnson et, en particulier, pour l'empêcher de sortir de l'UE en claquant purement et simplement la porte, comme certains de ses partisans menaçaient de le faire.

De son côté, Johnson avait tiré les leçons des déboires de May. Pour lui, il n'était plus question de tolérer des rébellions parmi les députés conservateurs : les rebelles seraient désormais exclus du parti, comme le furent 22 d'entre eux, au début septembre, dont un certain nombre d'anciens ministres. Quant au Parlement, il devrait désormais accepter sa politique sans discuter, faute de quoi Johnson se faisait fort de le dresser, au besoin en lui imposant des vacances forcées. Ce qu'il finit par faire à la mi-septembre, en décrétant la fermeture temporaire du Parlement... jusqu'à ce qu'un arrêt de la Cour suprême lui impose de le rouvrir sans délai.

Mais rien n'y fit : ni les rodomontades de Johnson ni ses coups de force ne lui permirent d'obtenir du Parlement qu'il vote la version légèrement modifiée de l'accord de divorce qu'il avait renégoziée avec Bruxelles. Tout comme Theresa May avant lui, Johnson rata l'échéance du 31 octobre 2019 et dut demander un nouveau sursis à Bruxelles, qui lui donna trois mois pour régler ses problèmes domestiques.

Mais, à ce stade, les problèmes commençaient à s'accumuler pour Johnson. Lui, qui s'était



Boris Johnson.

engagé à en finir une bonne fois avec la saga du Brexit, n'avait finalement réussi qu'à la rallonger d'au moins huit mois, pendant lesquels il avait paru se complaire dans une guérilla parlementaire à laquelle personne ne comprenait rien. En revanche, ses coups de force et ses mensonges avaient choqué bien du monde, y compris dans l'électorat conservateur et parmi les partisans du Brexit. Par ailleurs, Johnson souffrait d'un déficit de légitimité : bien qu'élu à la direction de son parti, il ne l'avait jamais conduit à la victoire dans une élection nationale. Enfin, restait le vieux problème qu'il avait hérité de May : un groupe parlementaire qui non seulement n'avait pas la majorité absolue mais qui, en plus, ne lui était pas dévoué.

Dès lors, il ne restait plus qu'une solution à Johnson : une élection anticipée qui lui permettrait de trouver la légitimité et la majorité parlementaire qui lui manquaient, mais aussi de repeupler les bancs conservateurs de députés sélectionnés pour leur loyauté, au Brexit, mais surtout à la personne de Johnson.

Et ce fut exactement ce que lui permirent de faire les élections anticipées du 12 décembre. Moyennant quoi, il eut les mains libres pour faire voter tout ce qu'il voulait au nouveau Parlement et, du même coup, pour réussir cette fois à ne pas rater l'échéance du 31 janvier 2020.

LA DROITE DU PARTI CONSERVATEUR AU POUVOIR

Les élections anticipées du 12 décembre eurent une autre conséquence, inédite sur la scène politique britannique depuis la Deuxième Guerre mondiale. Avec Johnson, la droite du Parti conservateur réussit à s'emparer de la direction des institutions politiques de la bourgeoisie et à s'y installer, pour l'instant, en tout cas.

L'une des conséquences du bipartisme britannique, qui organise la vie politique autour de l'alternance au pouvoir des deux grands partis du pays, est qu'il est pratiquement impossible pour les politiciens de la bourgeoisie de se construire une carrière politique en dehors de ces deux partis. Pour le Parti conservateur, cela se traduit par le fait qu'il est le champ d'action de multiples factions rivales, dont certaines peuvent exprimer des sensibilités politiques bien définies, tandis que d'autres ne font que représenter des cercles de clientélisme particuliers. Ces factions ont en général une existence durable, qui leur permet de se maintenir d'un Parlement à l'autre, sans être trop affectées par les aléas électoraux, les passages dans l'opposition ou, au contraire, les passages au pouvoir. Leur importance est telle dans la vie du Parti conservateur qu'il est très rare pour un politicien de ce parti de réussir à mener une carrière politique tant soit peu notable sans avoir raccroché sa barque à l'une ou l'autre de ces factions rivales.

La droite du Parti conservateur n'est pas une faction aux contours bien définis. Mais sa droite souverainiste (ou eurosceptique, comme on dit en Grande-Bretagne) a près de trois décennies d'existence organisée au sein du parti et même dans les rangs de son groupe parlementaire.

C'est au début des années 1990 qu'une partie de la droite conservatrice adopta l'opposition à l'UE comme cheval de bataille, contre la politique pro-UE du Premier ministre conservateur d'alors, John Major, en lui opposant la nécessité de « rendre à la Grande-Bretagne une souveraineté nationale de plus en plus menacée par les projets d'unification européenne ». En 1993, l'un des porte-parole de cette droite souverainiste, le député Michael Spicer, donna une forme organisée à cette faction au sein même du groupe parlementaire conservateur : le Groupe d'études européennes (GEE). Par la suite, le GEE forma plusieurs générations de souverainistes, non seulement au sein du Parti conservateur lui-même, mais également au sein des mini-partis souverainistes qui s'en détachèrent au fil du temps.

Depuis cette époque on peut dire, pour simplifier, que la droite souverainiste du Parti conservateur n'a réussi à occuper des postes dirigeants dans le parti que lorsqu'il était dans l'opposition. En revanche, jusqu'à présent, chaque fois qu'il a été au pouvoir, l'appareil du Parti conservateur a jugé plus sage d'écarter les souverainistes de toute responsabilité, en particulier au sein du gouvernement. Et ce n'est que sous la pression de la crise politique déclenchée par le processus du Brexit et des surenchères qu'il a entraînées dans les rangs conservateurs que Theresa May a fini par rompre avec cette pratique, en choisissant de nommer des membres de la droite souverainiste, dont Johnson lui-même, à des postes ministériels clés, dans l'espoir de calmer ainsi le jeu. En vain, d'ailleurs : elle n'a réussi qu'à renforcer l'agressivité du GEE à son encontre et sa capacité de nuisance.

Avec Johnson, pour la première fois, la droite souverainiste du Parti conservateur

a donc réussi à s'emparer du poste de Premier ministre et à coloniser un certain nombre de postes ministériels. Et cette prise de contrôle n'a pas tardé à se faire sentir dans la politique du gouvernement.

BREXIT ET RACISME ANTI-IMMIGRÉS

L'un des domaines dans lesquels le glissement à droite du gouvernement Johnson se manifeste est celui de sa politique de plus en plus ouvertement anti-immigrés.

La démagogie anti-immigrés, xénophobe et raciste a été au centre de la question du Brexit bien avant le référendum de 2016. Elle l'a été dans le camp des partisans du Brexit comme Johnson, bien sûr. Mais elle l'a été tout autant dans celui du Premier ministre conservateur de l'époque, David Cameron, qui appelait à voter contre le Brexit.

En fait, Cameron et sa ministre de l'Intérieur de l'époque, Theresa May, avaient créé autour des immigrés un « environnement hostile », selon la description officielle de May, afin de réduire l'immigration. Cet environnement hostile donnait à leur employeur, leur pro-

priétaire, leur médecin, aux employés de leur banque et à ceux des services sociaux qu'ils utilisaient le pouvoir et l'obligation de contrôler les papiers des immigrés, pour vérifier qu'ils étaient bien qui ils disaient être et qu'ils avaient bien le droit de résider en Grande-Bretagne, d'y travailler, de s'y faire soigner, etc.

Depuis, cet environnement hostile contre les immigrés a suscité un énorme scandale, le scandale Windrush, du nom de la génération d'Antillais qui ont été recrutés pour venir combler le manque de main-d'œuvre au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Des dizaines de milliers d'Antillais appartenant à cette génération, ou venus avec leurs parents lorsqu'ils étaient encore enfants, ont été pris dans les mailles de cet environnement hostile. Beaucoup avaient perdu leurs papiers d'origine. Et, comme il n'y a jamais eu de documents d'identité en Grande-Bretagne, ils n'avaient jamais pensé nécessaire de demander la nationalité britannique, à laquelle ils avaient pourtant droit. N'ayant rien pour prouver leurs droits à quoi que ce soit, certains se sont vu refuser des soins vitaux dans les hôpitaux (et y ont parfois perdu la vie). D'autres ont perdu leur loge-



«Mettez fin à l'environnement hostile» (envers les immigrés).



AAPE

Manifestation antiraciste pour défendre les Jamaïcains déportés.



CAPITAL PICTURES

La police de l'immigration en action.

ment ou leur travail. D'autres enfin ont été déportés purement et simplement, contraints d'abandonner la vie qu'ils avaient en Grande-Bretagne depuis des décennies, pour aller vivre dans un pays où ils n'avaient aucune attache !

Face au scandale, Theresa May avait cru nécessaire d'offrir des excuses publiques aux victimes de ce scandale et d'ouvrir un fonds de compensation pour les cas les plus graves. Mais pas une virgule n'avait été

changée à son environnement hostile. Au contraire, Priti Patel, une députée d'origine indienne, membre du GEE souverainiste, que Johnson a nommée ministre de l'Intérieur, a décidé de l'utiliser pour mettre en valeur son zèle anti-immigrés.

L'une des dispositions introduites par Theresa May donnait à la police des frontières le pouvoir de déporter tout étranger ayant terminé une peine de prison de 12 mois au minimum. Il n'y avait aucun contrôle judi-

ciaire prévu, cette double peine infligée aux immigrés était entièrement à la discrétion de la police des frontières. Mais, dans la pratique, il y avait eu relativement peu de déportations à ce titre, jusqu'à l'arrivée de Johnson au pouvoir.

Mais Priti Patel et Johnson ont voulu que cela change et que le changement se voie. C'est ainsi que, le 11 février, un charter a décollé de Londres pour la Jamaïque. Il devait emporter 42 déportés, mais n'a pu

en emporter que 17 : à la dernière heure, un tribunal avait ordonné au gouvernement de suspendre la déportation de 25 d'entre eux, parce que la police des frontières les avait empêchés de prendre contact avec un conseiller juridique, comme ils en avaient le droit.

En fait, Patel avait donné l'ordre à ses services de trouver 50 immigrés d'origine jamaïcaine remplissant les conditions de la double peine. Dans l'urgence, ils n'en trouvèrent que 42, dont beaucoup avaient été condamnés à des peines plus courtes que les 12 mois requis, parfois même pour des infractions au Code de la route. D'autres, ou les mêmes, étaient sortis de prison il y a dix ans ou plus et n'avaient plus jamais eu maille à partir avec la justice. Mais surtout, la plupart des déportés appartenaient à la génération Windrush. De ce fait, ils avaient droit à la citoyenneté britannique et, selon la loi, ils n'auraient jamais dû être déportés.

Mais peu importait à Patel et Johnson. Confrontés à une succession de cas indéniablement abusifs parmi les déportés, leur réponse fut la même : ce sont des « criminels étrangers, des assassins, des violeurs » ! Et, aux députés de l'opposition qui s'indignaient de ces mensonges odieux, Johnson répondit en substance : Décidément, vous n'avez rien compris ; après le scrutin du 12 décembre, plus rien ne sera jamais pareil dans ce pays !

DES NÉGOCIATIONS MAL PARTIES

Et pourtant, Johnson n'est certainement pas assez stupide pour se laisser prendre à ses propres mensonges. Sans le double effet de l'in vraisemblable iniquité du scrutin majoritaire à un tour, d'une part, et d'autre part du fait que le

parti souverainiste de Nigel Farage, le Brexit Party, n'a présenté de candidat que contre les députés sortants travaillistes, jamais Johnson n'aurait obtenu la majorité absolue des sièges au Parlement. Avec 43,6 % des suffrages exprimés et 29,3 % des voix sur l'ensemble des inscrits, Johnson est très loin de surfer sur un raz-de-marée électoral ! Quoi qu'il en dise, si quelque chose a changé le 12 décembre, ce n'est pas lié au soutien qu'il n'a pas vraiment obtenu dans l'électorat, mais avant tout au personnel politique qu'il a mis en place dans son nouveau gouvernement et autour de sa personne.

Ce gouvernement est en partie constitué de jeunes ministres issus de la droite souverainiste, qui doivent tout à Johnson, et de figures de proue connues de cette même droite. Il est souvent décrit par les commentateurs politiques comme le plus à droite des gouvernements qu'ait connus le pays depuis plusieurs décennies, et ce n'est probablement pas une exagération.

C'est néanmoins à ce gouvernement qu'il va revenir de superviser les négociations commerciales avec l'UE, en théorie au moins. Mais, par exemple, Johnson a déjà fait voter à sa nouvelle majorité parlementaire un texte qui, dans les faits, prive le Parlement de tout droit de regard sur ces négociations. Il pourrait très bien en écarter la plupart de ses ministres, pour ne se reposer que sur son équipe de conseillers personnels, comme il l'avait déjà fait dans la période précédant les élections du 12 décembre.

Avant même que les négociations commerciales commencent, l'UE a fait savoir que la seule base possible sur laquelle elles pourraient aboutir serait celle d'un mécanisme permettant un alignement réglementaire automatique de la Grande-Bretagne sur l'Union

européenne, en particulier en matière de droit du travail, d'environnement, de sécurité alimentaire et animale, d'imposition, etc. Cet alignement réglementaire sur l'UE serait la condition sine qua non permettant aux entreprises basées en Grande-Bretagne de conserver leur libre accès au Marché unique.

Côté britannique, Johnson sait qu'il doit s'attendre à des surenchères venant de son propre camp. Michael Gove, son ancien allié lors du référendum de 2016, aujourd'hui son ministre de l'Environnement et de la Pêche, a lancé les hostilités en multipliant les déclarations expliquant que la Grande-Bretagne pouvait très bien se passer de tout accord avec l'UE, grâce aux mirobolants accords de libre-échange que Londres ne manquera pas de signer incessamment sous peu, avec les USA, la Chine, l'Argentine, le Japon et une douzaine d'autres pays.

Seul petit détail : les seuls accords commerciaux qui seraient réellement envisageables à ce stade ne concerneraient qu'un petit nombre de micro-pays issus de l'empire colonial britannique. Quant à l'accord anglo-américain dont on a beaucoup parlé, pour l'instant il n'en serait plus question, après le coup de sang de Trump en apprenant que Johnson refusait de jeter à la poubelle les 40 % de matériels Huawei dont dépend le réseau 4G britannique, et qu'il comptait attribuer au même Huawei 35 % du marché d'équipements pour la 5G britannique. De toute façon, compte tenu du rôle d'intermédiaire que la Grande-Bretagne joue dans bien des industries, entre le Marché unique et le marché nord-américain, on voit mal les États-Unis passer un accord avec Johnson sans savoir quel accès la Grande-Bretagne aura au marché de l'UE.

Quoi qu'il en soit, Johnson an-



tipice déjà sur les surenchères de son propre camp en annonçant qu'il n'y aurait pas d'alignement réglementaire de la Grande-Bretagne sur l'UE, quoi qu'il arrive. Au contraire, a-t-il insisté, il avait lancé une vaste enquête pour permettre aux entreprises de dire sur quelles réglementations elles souhaiteraient diverger avec l'UE. Par ailleurs, il a repris une annonce qu'il avait déjà faite il y a plusieurs mois : celle de la mise en place de dix ports francs, c'est-à-dire de zones économiques dont les entreprises n'auraient pas de taxes à payer sur les importations et exportations de et vers des pays autres que la Grande-Bretagne. Il a expliqué qu'en offrant de surcroît à ces entreprises des exemptions sur le droit du travail, « à la mesure de leurs besoins », les investisseurs étrangers se bousculeraient pour créer des emplois dans ces ports francs.

De la part de Johnson, ce sont là des postures connues, qui

ne disent rien sur ses intentions réelles. En revanche, elles s'adressent essentiellement aux ultra-souverainistes de son propre parti, et ne peuvent que rappeler les surenchères similaires qui firent traîner la première partie du Brexit sur près de quatre ans, ce que Johnson est bien placé pour savoir, puisqu'il en fut l'un des auteurs !

QUELLES CONSÉQUENCES POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Il faut donc s'attendre à ce que cette seconde étape du Brexit soit au moins aussi chaotique que la première, et peut-être même tout aussi interminable.

Sur le plan économique, cette première phase s'est traduite par une stagnation à la baisse de l'ensemble de l'économie productive et de la consommation, une augmentation brutale des suppressions d'emplois dans la grande distribution et

l'automobile, et une augmentation importante des faillites d'entreprises. Et elle s'est accompagnée d'une nouvelle montée de la pauvreté parmi les travailleurs ayant un emploi.

Parmi les faillites d'entreprises, celle du fabricant de motos Norton mérite d'être mentionnée. Il y a un an, le gouvernement citait cette petite entreprise emblématique comme un exemple d'entreprise modèle qui prospérerait une fois que la Grande-Bretagne aurait quitté l'UE. Or, tout juste trois jours après le Brexit version Johnson, Norton Motorcycles a été placé sous administration judiciaire, tandis que son propriétaire dénonçait l'incertitude que le Brexit faisait peser sur les tarifs douaniers et les possibilités de financement.

Il est bien difficile de mesurer ce qui, dans ces évolutions, résulte de la crise en général et ce qui résulte plus spécifiquement du Brexit ou d'autres fac-

teurs, comme la transition vers les véhicules électriques dans l'industrie automobile.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que le niveau des investissements, qui était déjà très bas en Grande-Bretagne avant 2016, a continué à baisser, ce qui risque fort de se traduire par une nouvelle augmentation des suppressions d'emplois. Ce que les entreprises appellent « l'incertitude du Brexit » est, bien sûr, une

excuse bien commode pour justifier des attaques contre les salaires des travailleurs, leurs emplois et leurs conditions de travail. D'autant que, s'agissant des très grandes entreprises, tant industrielles que financières, elles trouveront toujours des oreilles compatissantes dans les cercles dirigeants britanniques et européens, pour les aider à trouver une solution à leurs problèmes.

Mais cette incertitude est

aussi une menace bien réelle que le processus du Brexit fait peser sur l'ensemble de l'économie, britannique et internationale. Et lorsque l'on voit entre quelles mains irresponsables ce processus se trouve aujourd'hui à Londres, il est clair que les travailleurs ont toutes les raisons de se méfier des menaces que cela représente, pour la classe ouvrière et la société tout entière.

18 février 2020



Dans les ateliers de Norton Motorcycles, à Donington Hall dans le Derbyshire.



Chine: les nouvelles routes de la soie

L'initiative de la Chine baptisée «les nouvelles routes de la soie», en référence à la splendeur passée de l'Empire chinois, fait couler beaucoup d'encre. Véritable plan Marshall selon les partisans de l'initiative, dont bénéficieraient non seulement la Chine mais aussi les pays pauvres et moins pauvres situés sur le tracé de ces routes; «tentative de façonner la mondialisation à la chinoise»¹; néocolonialisme voire nouvel impérialisme pour ses détracteurs: les nouvelles routes de la soie posent de nouveau, comme la guerre commerciale avec les États-Unis, la question des rapports entre la Chine et le reste du monde. Certains la voient comme un allié des pays pauvres, aidant à leur développement, alors que d'autres la considèrent comme une puissance impériale montante, aujourd'hui la deuxième puissance mondiale, demain la première.

La réalité est plus complexe. La Chine, de puissance de premier plan au niveau mondial jusqu'au 18^e siècle, se retrouva au 19^e siècle et au début du 20^e siècle rabaissée, opprimée, envahie et même disloquée sous les coups de la politique coloniale impérialiste de l'Occident et du Japon. En 1949, en s'appuyant sur une puissante révolte paysanne, l'équipe nationaliste sous étiquette communiste, rassemblée dans le Parti communiste (PCC), réussit à mettre en place un État fort et centralisé comme le pays n'en avait pas connu depuis un siècle, capable de tenir tête aux assauts économiques et militaires de l'impérialisme. Mais cet État, par ses origines et ses perspectives, restait un instrument du développement bourgeois du pays. L'étatisme permit de bâtir les fondations économiques du développement qu'on voit à l'œuvre depuis trente ans, à l'abri de la pression de l'impérialisme, sur le dos de la paysannerie et de la classe ouvrière. Ces fondations,

l'État lui-même, les grandes entreprises nationales extrayant les matières premières, produisant l'énergie, construisant barrages, routes et bâtiments, restent au cœur de l'économie chinoise. Cependant au fil du temps, tout en maintenant sa forme dictatoriale et son étiquette communiste, le régime a autorisé puis favorisé l'accumulation de capitaux privés. Et c'est l'appareil d'État lui-même qui a servi d'intermédiaire entre la bourgeoisie impérialiste et la Chine, permettant au pays de renouer avec le marché mondial sans se faire de nouveau dépecer par l'impérialisme. C'est sur cette base que les investissements des entreprises privées occidentales et japonaises en Chine ont depuis la fin des années 1980 accéléré le développement du capitalisme chinois en lui donnant ses traits particuliers.

L'État a ainsi un double rôle. Il défend les intérêts de la bourgeoisie chinoise, dont le comité central du PCC regroupe un bel

échantillon, y compris pour la sauvegarde de certains de ses intérêts spécifiques contre l'impérialisme. Mais il est aussi le vecteur de sa réintégration dans l'économie mondiale, la porte par laquelle l'impérialisme a pu se réintroduire, en quelque sorte le point d'appui de l'impérialisme en Chine. Un point d'appui qui garde une certaine indépendance, mais un point d'appui tout de même. L'État chinois aménagea les zones franches, créa une législation sur mesure pour les entreprises occidentales et leurs sous-traitants, leur ouvrit le marché intérieur. Cela démontre au passage que, dans ce monde dominé par l'impérialisme, le mieux que des pays sous-développés peuvent faire par eux-mêmes, le mieux que la petite-bourgeoisie nationaliste peut faire, c'est se donner un État pour protéger ses intérêts nationaux. Mais, à défaut de changer le rapport de force mondial, ces pays, tels Cuba, le Vietnam, la Chine, ne peuvent que réintégrer l'économie im-

1 «Nouvelles routes de la soie: le vrai plan de Xi Jinping», *Les Échos*, 6 février 2018.

MYRIAM BRACONNIER LECLERC



Les nouvelles routes de la soie.

périaliste. Tant que la grande bourgeoisie impérialiste ne sera pas renversée, elle finira par tout digérer. En Chine, cela s'est fait en collaboration avec la bourgeoisie nationale résurgente. C'est son État qui a joué le rôle d'intermédiaire entre les capitaux occidentaux et japonais d'une part, la main-d'œuvre et le marché chinois de l'autre. Son État, centralisé, puissant, lui a permis de ne pas se faire piétiner comme aux 19^e et 20^e siècles. Mais si elle récupère bien une partie de la plus-value produite sur son sol – le nombre de milliardaires chinois en est la preuve – l'essentiel s'accumule ailleurs, dans les coffres-forts des trusts occidentaux et japonais. La Chine est un pays qui reste sous-développé. Son appareil d'État n'a jamais eu pour perspective de remettre en cause la domination de l'impérialisme américain. Cependant, sa taille et sa population lui permettent de jouer son jeu propre, y compris en concurrence avec d'autres puissances capitalistes. Mais cela se fait

dans le cadre général fixé par l'impérialisme, dont celui-ci bénéficie en dernier ressort.

UNE FUITE EN AVANT

Dans les années 1990 et 2000, le développement de la Chine s'est d'abord fait comme « l'atelier du monde ». Les pays impérialistes localisaient une partie de la production de leurs marchandises dans ce pays aux bas salaires et dont la main-d'œuvre leur paraissait inépuisable. L'une des conséquences en fut que la courbe du développement de la Chine s'est mise à suivre les soubresauts de l'économie mondiale, en particulier ceux de la première puissance, les États-Unis. Après la crise de 2008, alors que l'économie mondiale était loin de retrouver ses taux de croissance précédents, l'État chinois a limité les dégâts en injectant des centaines de milliards de dollars – la presse parle de 500 milliards – dans des investissements gigantesques. Cela eut d'importantes retombées dans l'immobilier et

permet à un certain nombre de bureaucrates d'amasser des fortunes encore plus grandes. Ces investissements ont irrigué non seulement l'économie chinoise mais aussi une bonne partie de l'économie mondiale en quête de marchés et de profits. Les villes fantômes dont la presse a fait mention il y a quelques années sont le sous-produit de cette période. Peu importait l'utilité des investissements, il fallait produire pour pallier le ralentissement des exportations à destination du monde occidental, garantir les profits et les positions des couches dominantes. Afin d'éviter toute contestation interne, il fallait limiter les licenciements dans les grandes entreprises d'État, des licenciements dont les conséquences politiques étaient imprévisibles pour le pouvoir.

Après la crise de 2008, les investissements chinois ont aussi maintenu en vie les gigantesques entreprises d'État, certaines étant alors qualifiées de zombies. Lorsque des capacités de production existent, il leur faut des débouchés ou, à

terme, les supprimer. Or, selon la Banque mondiale, les capacités de production, dont l'emploi n'est pas assuré par le marché intérieur et la sous-traitance pour les trusts occidentaux et japonais, sont particulièrement élevées depuis 2008, de l'ordre de 10 % du PNB². Pour pallier le ralentissement de l'économie mondiale, les autorités chinoises parlèrent d'abord de développer le marché intérieur. Elles disaient vouloir convertir des dizaines de millions de prolétaires et de paysans chinois en consommateurs de leurs ateliers, de leurs usines. Ce discours semble aujourd'hui remis au placard. Car encore aurait-il fallu que les salaires le permettent. Or les salaires relativement bas des ouvriers chinois sont une des conditions essentielles du développement de l'économie chinoise. C'est d'ailleurs ce qui fait toujours de la Chine un pays en grande partie sous-développé, un pays dont la production est largement tournée vers l'exportation, s'intégrant comme sous-traitant du marché mondial. C'est ce qui fait que les balances commerciales de tous les pays développés sont déficitaires avec la Chine. Mais c'est ce qui permet aussi d'assurer des profits confortables aux entreprises privées ou semi-privées chinoises et encore plus à celles, occidentales ou japonaises, qui sous-traitent leur production ou qui intègrent les produits chinois dans les leurs et prennent la plus grande part de la plus-value extorquée aux ouvriers chinois. La pression sur les salaires reste donc forte. À cela s'ajoute le fait que la retraite, la santé, l'éducation ne sont que très partiellement socialisées. Les salaires perçus doivent donc être en partie, pour ceux qui le peuvent, épargnés, privant le marché intérieur d'autant de débouchés,

mais laissant par l'intermédiaire des banques des sommes importantes entre les mains de l'État. C'est cette épargne qu'il a mobilisée après 2008, par le biais de la dette, pour sauver les entreprises chinoises. C'est cette épargne qu'il mobilise aujourd'hui dans ce que les dirigeants chinois ont d'abord appelé, en 2013, OBOR (*One Belt, One Road*, une ceinture et une route) puis BRI (*Belt and Road Initiative*). Ce qui est connu ici sous le terme de « nouvelles routes de la soie » est en réalité une nouvelle vague d'investissements fort opportune pour les entreprises chinoises, cette fois-ci essentiellement sous forme de prêts à rembourser par les peuples concernés.

Dans la présentation qu'en fait l'État chinois, l'initiative BRI consiste à promouvoir la construction ou l'acquisition d'infrastructures permettant de garantir l'écoulement vers l'Europe des marchandises produites en Chine et de sécuriser les approvisionnements en matières premières provenant notamment d'Afrique. Il y a deux voies principales, celle des routes maritimes passant dans l'océan Indien et joignant la Méditerranée par le canal de Suez, et les routes terrestres, en train ou en camion, passant par la Russie à destination de l'Europe. Il s'agit donc pour l'heure d'investissements en voies ferrées, en ports, en routes. Selon le gouverneur de la Banque centrale de Chine, les acteurs chinois chargés de financer la BRI auraient déjà engagé, depuis 2014, 440 milliards de dollars de prêts pour ces projets. Les autorités chinoises laissent entendre que le total des investissements jugés nécessaires en Asie d'ici 2049, date symbolique à laquelle la Chine est censée devenir la première puissance mondiale, serait de 4 000 à 26 000 milliards de dollars. Les

3 000 projets chinois de la BRI en couvriraient une bonne partie, entre 900 et 4 000 milliards de dollars.

Au-delà de la thématique, très politique, des « routes de la soie », les projets sont en fait de nature diverse et très opportunistes. Il peut simplement s'agir de vendre des marchandises ou des services, comme les technologies de surveillance de masse dont sont clients 63 pays, dont l'Italie. Ce qui retient l'attention en Europe occidentale, c'est la volonté des entreprises chinoises d'acheter ou de prendre des parts dans les ports ou les aéroports occidentaux, considérés comme stratégiques pour l'écoulement des marchandises. Côté ports, outre celui du Pirée en Grèce, le journal *Les Échos*³ a raconté comment un groupe chinois avait pris le contrôle à divers degrés des terminaux à conteneurs des ports de Rotterdam, Zeebrugge et Anvers, et qu'un autre avait pris pied dans treize terminaux à conteneurs européens, dont Anvers, Dunkerque, Le Havre, Marseille... Mais les plus grandes sommes d'argent sont consacrées à la construction d'infrastructures. Les montages sont les suivants : la Chine prête à des États comme le Pakistan, le Sri Lanka, la Malaisie, le Venezuela, le Kenya... de quoi financer de grands travaux. En retour, les contrats sont souvent passés à 100 % à des entreprises chinoises, avec de la main-d'œuvre chinoise.

Contrairement aux bailleurs de fonds internationaux traditionnels, les crédits chinois sont décaissés rapidement par des établissements peu regardants. Du coup, la Chine est vue par un certain nombre de pays pauvres comme une alternative aux pays occidentaux. Il leur en coûte des taux d'intérêts plus élevés. Mais ce sont les peuples qui rembourseront

2 Michel Foucher, « L'Euro-Asie selon Pékin », *Politique étrangère* 2017.

3 « L'inquiétante influence chinoise dans les ports du nord de l'Europe », *Les Échos*, 26 décembre 2019.

AP



Manifestation en 2017, contre la concession à la Chine du port d'Hambantota, au Sri Lanka.

DR



la dette, pas les dirigeants des États. La dette publique est ainsi passée de 50 % à 90 % du PIB à Djibouti, dont 77 % dans des mains chinoises. Le Pakistan a fait appel au FMI pour payer ses dettes et l'Inde a même proposé un milliard de dollars aux Maldives pour les aider à rembourser leur dette envers la Chine. Au Kenya, l'inauguration du chemin de fer Nairobi-Mombasa (3,2 milliards de dollars) rend quasiment impossible le remboursement du cumul des 7 milliards d'emprunts auprès de l'Exim Bank of China. Au Sri Lanka, la construction du port d'Hambantota a été financée par des prêts chinois. Le gouvernement sri-lankais, incapable de faire face aux échéances de remboursement, s'est résigné en 2018 à céder le port et un terrain de 6 000 hectares appartenant pour 99 ans à une société chinoise, soulevant une vague de protestations dans le pays. Quant à l'aéroport d'Hambantota, construit dans les mêmes conditions, il est qualifié d'éléphant blanc, de réalisation prestigieuse qui coûte bien plus qu'elle ne rapporte. En Malaisie, le gouvernement a renégrécié avec la Chine un contrat pour une ligne ferroviaire devant traverser la péninsule. Au Myanmar (Birmanie) et au Vietnam, des projets ferroviaires identiques, de plusieurs dizaines de milliards de dollars chacun, sont en discussion, en concurrence avec des projets mis en avant par le Japon. Le corridor économique que Pékin construit au Pakistan pour quelque 50 milliards de dollars (extension du port de Gwadar, lui-même déjà construit par des entreprises chinoises et géré par une entreprise chinoise, liaisons électriques, optiques et autoroutes entre la Chine et Gwadar, usine électrique et zones économiques spéciales...) ressemble fort à une aide au développement conditionnée

au retour sur investissement immédiat, en faisant travailler des entreprises chinoises. Ainsi, aucune firme pakistanaise ne peut planter un coup de pioche dans ce qui est devenu une zone réservée aux entreprises chinoises.

UNE CONCURRENCE AGGRAVÉE

On ne peut cependant réduire les nouvelles routes de la soie à de simples considérations économiques. Il en va aussi des relations politiques entre la Chine et les États de l'Asie du Sud-Est, et plus globalement de la place de la Chine sur l'échiquier international. Alors que les États-Unis jouent la carte du protectionnisme et du repli, la Chine, en état d'infériorité, en appelle comme tous les États dans cette position au multilatéralisme, à l'ouverture économique, à la non-discrimination et à la libre concurrence. Dans le cadre de ses relations conflictuelles avec les États-Unis, elle cherche à rapprocher politiquement un certain nombre de ses voisins, et les milliards des routes de la soie sont un argument solide.

Ses détracteurs, ou ses concurrents, parlent quant à eux de menace sur la souveraineté des États, de domination par la dette, voire d'impérialisme. Ainsi le même article des *Échos* (26 décembre 2019) relayait l'inquiétude de certains milieux concernant l'influence chinoise dans les ports européens, affirmant que la Grèce a pris à plusieurs reprises des positions politiques favorables à la Chine depuis qu'une entreprise chinoise est propriétaire du Pirée. Il est reproché à la Grèce d'avoir, à l'occasion d'un Conseil de l'ONU en juin 2017, mis son veto à un communiqué de l'Union européenne dénonçant les atteintes de la

Chine aux droits de l'homme. Poussant le raisonnement sur le poids grandissant de la Chine dans les ports de Belgique et des Pays-Bas, le journaliste se demandait ce qu'il se passerait si les Chinois décidaient de détourner le trafic de conteneurs (représentant un milliard de dollars par jour entre la Chine et l'Europe) d'un port à l'autre, le journal concluant : « Cette montée en puissance chinoise menace de rendre les États membres de l'Union européenne plus dépendants de Pékin. » La Grèce est ainsi qualifiée par certains de nouvelle colonie chinoise⁴. C'est le retour du fameux « péril jaune ». Il n'est pas étonnant que, dans ce monde où les requins capitalistes se font la guerre en permanence, l'émergence d'un nouveau concurrent suscite de telles réactions.

En Afrique aussi, les rapports de force ont changé. En moins de vingt ans, la Chine est devenue le premier partenaire économique de l'Afrique. Leurs échanges commerciaux ont atteint 190 milliards de dollars en 2016 et seraient aujourd'hui plus importants que ceux du continent avec l'Inde, la France et les États-Unis réunis. Le Kenya, l'Éthiopie, l'Égypte, Djibouti, le Maroc participent aux projets des nouvelles routes de la soie. Ils guignent les investissements chinois dans des parcs industriels, dans les ports, aéroports et autoroutes, espérant des délocalisations des industries chinoises, en mettant en avant le coût de la main-d'œuvre désormais plus faible chez eux qu'en Chine. Et les États africains peuvent tenter de jouer la Chine contre leurs puissances tutélaires. Aussi l'impérialisme américain a contre-attaqué en dénonçant le « piège de la dette » dans lequel la Chine aurait enfermé nombre de pays africains, la Chine détenant à elle seule près

4 « La Grèce est-elle en train de devenir une colonie chinoise ? », Slate.fr, 2 janvier 2020.

REUTERS



Obama et Xi Jinping en 2016.

de 20 % des dettes publiques africaines. La Chine est accusée de se servir de la dette – elle ne serait pas la première – comme moyen de pression pour orienter la politique des États avec qui elle a passé des accords, ce à quoi elle répond que « ces pays étaient jusque-là englués dans le sous-développement »⁵. Les milliards chinois ne vont pas sortir les pays pauvres du sous-développement. Les gouvernements de ces pays feront payer leur peuple pour qu'il rembourse la dette. Et il faudra bien autre chose que quelques milliards pour que les puissances impérialistes perdent pied en Afrique. Le fait que la Chine investisse dans des pays pauvres n'est d'ailleurs pas forcément pour déplaire à l'impérialisme. Que des milliards chinois financent certains travaux et assurent à court terme une certaine stabilité, même aux dépens de quelques marchés perdus pour les trusts occidentaux, ne suffit pas à ce que ces pays passent sous influence chinoise.

Le poids de la Chine envers ces pays en fait-il un pays impérialiste? Certes, la relation entre la Chine, qui met chaque année entre 100 et 150 milliards sur la table pour investir dans des infrastructures en dehors de ses frontières, et les pays pauvres destinataires de ces infrastructures n'est pas égalitaire. Des relations égalitaires n'existent d'ailleurs pas dans le monde capitaliste. Mais si l'État chinois utilise son poids financier pour appuyer son influence de grande puissance, le pays n'est pas pour autant une puissance impérialiste, dans le sens où Lénine utilisait le mot. En dehors de la zone côtière allant de Hong-Kong à Pékin, elle reste globalement un pays sous-développé, dont l'économie s'intègre à l'économie mondiale essentiellement par le bas, en tant que fournisseur et sous-traitant, dont l'atout principal est encore les bas salaires. Si l'on entend par impérialisme le stade suprême du capitalisme, fruit du capitalisme le plus développé,

il n'est donc pas exact de qualifier la Chine ainsi. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir des rapports de domination avec des pays plus pauvres qu'elle, sa taille et son État centralisé lui permettant de concentrer, malgré son relatif sous-développement, d'importants capitaux et d'être bien plus puissante que nombre de pays.

De ce point de vue, le capital financier chinois est loin de capter toute l'épargne, importante, des Chinois. C'est d'ailleurs le problème actuel du développement des routes de la soie : les autorités chinoises se posent le problème d'attirer dans le financement des projets d'autres investisseurs que les institutions financières chinoises, leurs capacités n'étant pas illimitées. Elles cherchent en particulier à y intéresser les capitaux européens, l'un des arguments, outre le retour sur investissement de telles affaires, étant l'intérêt porté par nombre d'industriels à l'amélioration des conditions de transport de marchandises

5 « Les entreprises françaises veulent faire leur marché sur les Routes de la soie chinoises », *Les Échos*, 21 décembre 2019.

entre la Chine et l'Europe, qui diminuerait le coût du transport et l'accélélerait.

Enfin, du point de vue militaire, comparée aux États-Unis et à ses alliés, la Chine reste un nain bien incapable de remettre en question les rapports de force mondiaux et le partage du monde impérialiste. Elle n'a, et depuis très peu de temps, qu'une seule base militaire en dehors de son territoire, à Djibouti. Cependant, là aussi, les projets des nouvelles routes de la soie, la multiplication des intérêts chinois en dehors du territoire et une diaspora comptant 125 millions de Chinois permettront sans doute à moyen terme à l'État chinois de déployer des troupes en dehors de son territoire. Mais il n'en est pas encore là.

LA POLITIQUE D'ENDIGUEMENT DE L'IMPÉRIALISME

Certains expliquent la guerre commerciale de Trump comme une réaction tardive des États-Unis, qui n'auraient pas vu venir le développement de la Chine et la place croissante que celle-ci occupe dans l'économie mondiale. Rien n'est moins vrai. La politique d'endiguement de la Chine ne date pas de Trump. Et l'endiguement, même façon Trump, ne signifie pas une opposition à un tel développement, mais un développement que l'impérialisme a cherché à contrôler, à canaliser, parce qu'il en tire de substantiels profits et veut garder la main. La Chine n'est pas un pays sous-développé comme les autres. Du fait de son État centralisé hérité de la révolution nationaliste de 1949, l'impérialisme doit composer, se plier à certaines de ses exigences. Dans le secteur automo-

bile, des années 1990 jusqu'à aujourd'hui⁶, les entreprises occidentales voulant vendre en Chine doivent réaliser des joint-ventures avec des entreprises chinoises, quitte à leur concéder une partie de leur savoir-faire et de la plus-value produite, et à faire ainsi émerger de nouveaux concurrents, dont certains sont aujourd'hui en mesure de prendre le pas sur les entreprises occidentales. On observe avec un décalage dans le temps le même schéma de développement dans la construction aéronautique.

Globalement, le développement de la Chine a surtout significatif pour la bourgeoisie mondiale de nouveaux marchés, de nouvelles sources de profits, une classe ouvrière jeune et mal payée à exploiter. Dans les années 1990, la politique des États-Unis a ainsi consisté à intégrer la Chine aux institutions internationales, à la faire entrer dans la norme américaine pour mieux la canaliser. C'était l'objectif des années de négociations qui amenèrent la Chine à entrer dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. L'équipe Bush a pour sa part théorisé l'«endiguement», une stratégie double faite de rapprochement, d'engagement, et d'endiguement. Obama la reprendra à son compte sous le nom de «stratégie du pivot vers l'Asie». Elle reconnaissait la Chine comme un État relativement puissant, tout en renforçant le poids des États-Unis dans la région au travers des partenariats avec leurs alliés traditionnels : Japon, Vietnam, Inde... Là non plus, il ne s'agissait pas d'empêcher le développement de la Chine, mais de le cadrer autant que possible. Illustration de cette politique, le partenariat transpacifique (TPP) devait regrouper dans une même zone

de libre-échange les États-Unis, le Japon, le Vietnam, le Canada, le Chili... à l'exclusion de la Chine. Cet accord existe toujours aujourd'hui, mais sans les États-Unis depuis Trump. Autre aspect de l'endiguement, le renforcement militaire du Japon, à l'œuvre depuis une dizaine d'années sous les auspices américains. Le développement de la Chine et la cohésion de son État en font maintenant un concurrent sérieux, dont les prétentions régionales se sont manifestées lors de la construction de bases militaires en mer de Chine méridionale. Coopération commerciale et intégration économique d'un côté, volonté de montrer sa toute-puissance de l'autre, sur le terrain militaire comme sur le terrain de la guerre commerciale : l'endiguement impérialiste de la Chine, en réalité le chemin par lequel la Chine a réintégré pleinement le monde capitaliste, est une combinaison variable de ces deux politiques.

Les pays qui n'ont pas intégré les instances des nouvelles routes de la soie, où se négocient les projets et leurs financements, sont aujourd'hui au nombre de 55, parmi lesquels on trouve les principaux pays impérialistes et les impérialismes de second ordre (le Japon, les États-Unis, les États membres de l'UE, à l'exception de la Grèce, de l'Italie, et du Portugal, le Canada, le Mexique, le Brésil, l'Argentine, l'Inde...). Outre les raisons politiques, ces pays réservent leurs marchés, leurs investissements à leurs propres bourgeois. Mais, même au sein des pays impérialistes, nombre de patrons salivent devant les sommes mises en avant par la Chine⁷. Macron, lors de sa visite en Chine en novembre dernier, a montré que l'UE n'était pas insensible aux routes de la soie «à condition

6 La Chine a annoncé vouloir lever les restrictions sur les implantations de firmes étrangères en Chine d'ici 2022.

7 «Routes de la soie : la Chambre de commerce de Paris plaide pour le pragmatisme», *Les Échos*, 21 décembre 2019.

que la circulation se fasse dans les deux sens», que la Chine ouvre davantage son marché.

Les trusts impérialistes, qui sont souvent les donneurs d'ordres des entreprises chinoises, tireront profit de la future route de la soie. Avec l'avantage que ce ne sont pas eux ni même leurs États qui la financeront, mais l'État chinois. Outre les retombées économiques qu'ils pourraient en retirer, outre les facilités de transport des marchandises chinoises dont ils ont besoin, ils ont tout intérêt à ce que la Chine, désormais bien intégrée dans l'économie mondiale, ne sombre pas dans le chaos. En soutenant financièrement leur économie, les dirigeants

chinois soutiennent en réalité tout le système capitaliste. Et il s'agit non seulement des profits des trusts de la planète dont une partie non négligeable est liée à l'état de la Chine, mais aussi de stabilité politique. Une franche récession ne serait pas sans conséquences sociales. La classe ouvrière chinoise est la plus importante du monde. Malgré la dictature policière, elle a su se battre, au moins à une échelle locale, pour les salaires il y a quelques années. Des licenciements massifs faute d'activité profitable ouvrirait pour le pouvoir une période d'incertitude politique. Des militants ouvriers en Chine devraient alors donner à la lutte contre la bourgeoisie chinoise

un caractère internationaliste, tirant les leçons du passé, affirmant que, même à l'échelle d'un pays comme la Chine, il n'y a pas de perspectives à long terme sans renversement de l'impérialisme. La Chine, en réintégrant le système capitaliste mondial, en subit les crises. Elle y fait face pour le moment en puisant dans les caisses, en s'endettant et en exportant des capitaux, une politique que l'État chinois fait payer au prolétariat chinois, au travers de son exploitation, mais aussi au prolétariat des pays ciblés par les investissements chinois, par le biais de la dette. Par là même, elle exporte les raisons de la révolte.

Le 18 février 2020

PATRICK DÉNIÉL



Usine automobile Renault et DongFeng, à Wuhan.



Honduras: les migrants fuient le désastre provoqué par l'impérialisme américain

Cet article est traduit de la revue trotskyste américaine *Class Struggle* (n° 103, février-mars 2020).

En 2014, 70 000 enfants originaires d'Amérique centrale étaient arrivés seuls à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, sans aucun adulte avec eux. Depuis, une vague de mineurs isolés mais aussi de plus en plus de mères avec leurs enfants et de familles entières en provenance d'Amérique centrale ont essayé de trouver refuge aux États-Unis. En 2019, plus de 900 000 migrants ont été incarcérés à la frontière sud des États-Unis. Ces dernières décennies, la plupart des migrants arrivant à cette frontière étaient des Mexicains. En 2019, en revanche, plus de 70 % des migrants arrêtés et détenus par les gardes-frontières étaient originaires de trois très petits pays: le Honduras, le Guatemala et le Salvador.

Pour atteindre les États-Unis, les migrants originaires d'Amérique centrale doivent traverser le Mexique, faire face à la menace des gangs, de l'armée et de la police mexicaines, sauter sur des trains de marchandises en marche et en descendre... Et la frontière des États-Unis leur réserve encore bien d'autres dangers: le désert, parcouru par les patrouilles de gardes-frontières, sans parler des milices. L'administration Obama (2009-2017) s'est efforcée d'empêcher les migrants

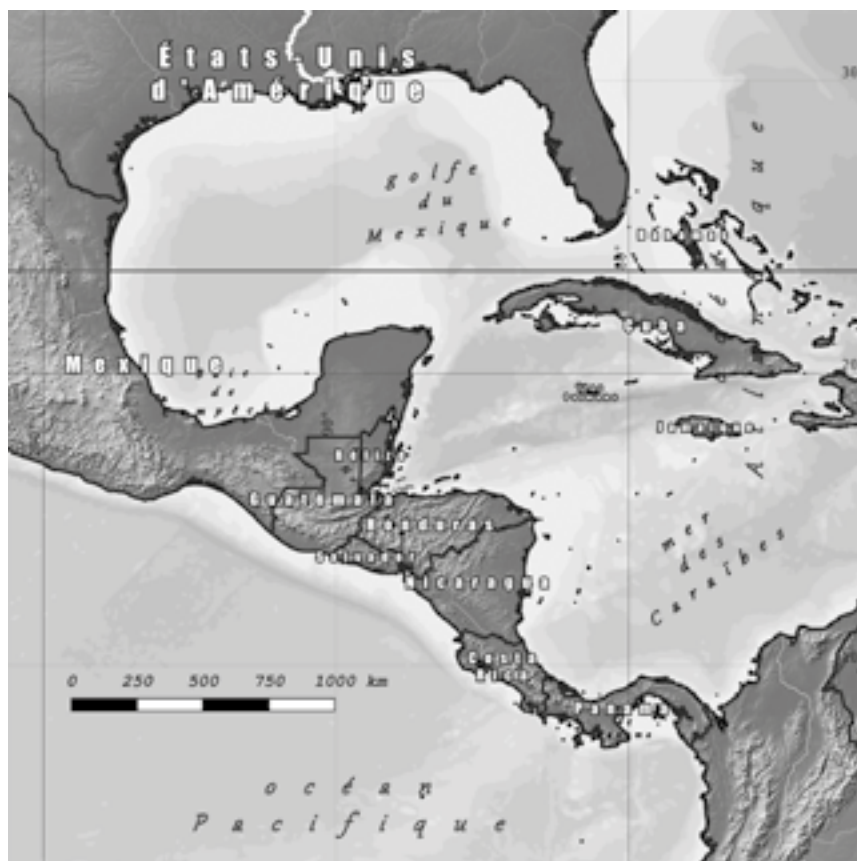


Des Honduriens en marche vers les États-Unis, en octobre 2018.

d'arriver aux États-Unis en déportant des milliers de personnes et en tentant d'obtenir que les gouvernements d'Amérique centrale les empêchent de partir. Trump a renforcé cette politique, en poussant les gouvernements mexicain, guatémaltèque, hondurien et salvadorien à prendre des mesures encore plus restrictives contre les migrants. Il a fait incarcérer dans des conditions atroces aux États-Unis ou, pire, dans une ville mexicaine frontalière, ceux qui attendaient d'être entendus pour une demande d'asile. De plus, Trump a restreint l'accès au droit d'asile aux États-Unis. Mais, malgré tous les obstacles accumulés contre eux, ils sont des milliers à tenter le voyage.

Donald Trump instrumentalise cyniquement cette crise humanitaire. Les attaques contre les travailleurs des pays pauvres sont devenues un élément clé de son discours. Il présente les immigrés et les relations commerciales avec ces pays comme responsables de tous les problèmes économiques rencontrés par les travailleurs américains. Pour ce qui est des migrants issus d'Amérique centrale, il les accuse en particulier d'apporter la violence aux États-Unis.

Il est entendu que Trump est un démagogue hypocrite qui agit d'abord dans son propre intérêt. Mais la crise dépasse largement sa seule personne. Le désespoir à l'origine de cette migration de masse résulte directement de plus d'un siècle de domination économique et politique des États-Unis sur le sous-continent. Cette domination a été exacerbée durant la dernière décennie par les retombées de la crise financière mondiale, laquelle a été déclenchée par le système bancaire américain. Et la situation dans un petit pays comme le Honduras, situé au sud du Mexique et du Guatemala, illustre claire-



ment cette histoire dramatique.

UNE SITUATION DÉSESPÉRÉE...

Près du tiers de la population hondurienne travaille dans l'agriculture de subsistance, et le produit de ce travail suffit à peine pour nourrir ces familles. L'année dernière, des sécheresses suivies d'inondations ont détruit une grande partie des récoltes. D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la famine a touché en 2019 deux millions d'agriculteurs en Amérique centrale, dont 500 000 au Honduras, du fait de la perte des récoltes de haricots et de maïs. De nombreux agriculteurs ont vendu leurs équipements pour acheter de la nourriture. Comment pourront-ils donc récolter quoi que ce soit l'année prochaine, à supposer que la situation s'améliore?

Dans de nombreuses régions, la population cultivait le même

sol de génération en génération, sans aucun document de propriété. Ces derniers temps, de grandes exploitations ont su profiter de cette situation et absorber les terres des petits paysans. Elles ont contraint ceux-ci à quitter leur terre, mais elles emploient moins de travailleurs qu'elles n'en ont chassé.

En outre, l'expansion des concessions minières dans le pays empoisonne les cours d'eau où les petits paysans s'approvisionnent.

Ces trois processus ont entraîné un important exode rural, provoqué par l'espoir de trouver du travail en ville.

Mais les rares emplois disponibles en ville sont extrêmement mal payés, et les conditions y sont souvent proches de l'esclavage. D'après les statistiques officielles, les rares travailleurs qui ont la « chance » d'avoir un emploi toute l'année ont un revenu annuel qui ne dépasse pas 4 000 dollars des États-Unis environ. Mais la plupart des Honduriens ne

peuvent même pas accéder à ce type d'emplois. Le gros de la population vit dans la pauvreté la plus extrême : d'après la Banque mondiale, 60% de la population vit avec moins de 1 168 dollars par an. Même si, du fait de la différence du niveau des prix, cette somme a un pouvoir d'achat deux fois plus élevé qu'aux États-Unis, cela équivaut tout de même à vivre aux États-Unis avec moins de 2 500 dollars par an.

Ceux qui n'ont ni terre ni travail sont regroupés en masses dans les bidonvilles qui entourent les grandes villes de San Pedro Sula et Tegucigalpa, où règnent la violence et la criminalité. Le Honduras a l'un des taux d'assassinats les plus élevés au monde : il a atteint un pic en 2012, année où plus de 7 000 assassinats ont été enregistrés, dans un pays de moins de dix millions d'habitants. À titre de comparaison, Chicago, qui a beaucoup attiré l'attention des médias cette année-là, présentait un taux inférieur au quart du taux hondurien. La violence contre les femmes est également endémique et bénéficie d'une presque totale impunité : en 2016, 463 femmes ont été assassinées au Honduras, et en juillet 2017 la police

n'enquêtait que sur 15 de ces meurtres.

...AGGRAVÉE PAR LA VIOLENCE

Cette situation de pauvreté abyssale a été imposée à la population par la violence.

D'après une enquête menée en 2015 par l'hebdomadaire de gauche *The Nation*, au moins 30 syndicalistes ont été assassinés entre 2009 et 2015 par les agents de sécurité des entreprises ou par les forces de répression de l'État.

Lorsqu'en 2010 la Dinant Corporation commença à s'emparer d'importantes surfaces de terres pour étendre ses plantations géantes destinées à produire de l'huile de palme, les paysans protestèrent. Dinant n'hésita pas à envoyer ses agents de sécurité formés aux États-Unis, qui tuèrent cinq paysans. Lorsque la population réagit en bloquant les routes, l'armée et la police envahirent la région, occupèrent les villages et firent encore davantage de victimes. Les trois années suivantes, au moins dix personnes qui collaboraient avec le groupe de paysans qui s'opposait à l'accapa-

rement des terres furent à leur tour assassinées. Leur avocat fut lui aussi tué, et lorsque son frère se rendit à la capitale pour faire une conférence de presse sur ce meurtre, il fut à son tour assassiné. Aucun des assassins n'a été inquiété. Cinq agents de sécurité de Dinant ont été accusés des crimes initiaux, mais aucun n'a été condamné. Et il s'agit là seulement des assassinats associés à une entreprise, sur une période de sept ans, tels qu'ils sont décrits par l'historienne Dana Frank dans son livre *The Long Honduran Night* (Haymarket Books, 2018, non traduit).

Le niveau de violence s'est accru au point qu'en 2017 l'ONG Global Witness a qualifié le Honduras de pays le plus dangereux du monde pour les défenseurs de l'environnement, dressant une liste de 120 personnes assassinées les six années précédentes après avoir défendu leurs terres, leurs rivières ou leurs forêts. La plupart de ces victimes étaient de petits paysans ou des gens qui les soutenaient dans leur combat pour défendre les ressources dont ils ont besoin pour survivre.

Ce fut le cas en 2016, lorsque des assassins ont exécuté Berta Cáceras, militante rurale qui



Protestation après l'assassinat de Berta Cáceras.

US AIR FORCE



Une séance de formation à la base militaire de Soto Cano.

protestait contre la construction par l'entreprise DESA Corporation d'un barrage qui menaçait de supprimer l'accès à l'eau pour toute une population. D'après le tribunal du Honduras qui condamna sept de ses meurtriers, « *les responsables de DESA ont organisé l'élimination de Mme Cáceras* » après que des espions travaillant pour cette entreprise eurent infiltré son organisation. Les assassins étaient très probablement liés à l'armée hondurienne : un ancien militaire déclara que le nom de cette militante était sur la liste des cibles des forces spéciales du Honduras. Son meurtre attira l'attention car elle venait juste de recevoir une récompense prestigieuse pour la protection de l'environnement et avait rencontré Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, et le pape. Mais, loin d'être un cas isolé, l'exécution de Berta Cáceras est emblématique de la violence menaçant tous les militants.

Une grande part de cette violence était le fait de milices privées payées par les entreprises, mais ces milices étaient liées à l'appareil d'État et travaillaient parfois directement pour celui-ci, comme dans le cas de Cáceras.

DERRIÈRE LA PAUVRETÉ ET LA VIOLENCE, L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Cette économie hondurienne qui génère tant de pauvreté est dominée par des entreprises des États-Unis qui, dans le secteur du textile comme dans celui des pièces détachées pour l'industrie automobile, soustraient leur production au Honduras. Les exploitations agricoles honduriennes produisent du café, des bananes, de l'huile de palme et de la viande bovine, dont une part importante est également destinée à être vendue aux États-Unis. L'économie du Honduras s'appuie sur le système financier dominé par les banques des États-Unis.

Certaines exploitations et usines sont directement détenues par des filiales d'entreprises américaines. Ainsi Standard Fruit, filiale de Dole, gère des plantations géantes de bananes sur la côte septentrionale du pays. Chiquita possède quatre filiales au Honduras, dont une entreprise de logistique, en plus de ses bananeraies.

Les autres entreprises sont la propriété de la fine couche privilégiée au sommet de l'économie hondurienne, laquelle

dépend des flux de capitaux américains et européens, sous forme de prêts et d'investissements. Elle défend donc les intérêts de ces capitalistes et leur restitue une part des profits. Ainsi Miguel Facussé, fondateur de Dinant Corporation (à l'origine de tant de violence), fit fortune dans des entreprises produisant au Honduras des biens de consommation vendus dans toute l'Amérique centrale et aux Caraïbes. Après avoir revendu ces entreprises aux multinationales Unilever et Procter and Gamble, il utilisa le produit de ces ventes, additionné de sommes prêtées par le système bancaire dominé par les États-Unis, pour créer les usines d'huile de palme Dinant, dont une grande part de la production est actuellement exportée vers le Mexique pour confectionner des confiseries.

Comme on pouvait s'y attendre dans un pays recevant un volume aussi important d'investissements américains, les forces armées des États-Unis y sont présentes pour protéger ces investissements et les profits qui en découlent. D'après l'organe officiel Security Assistance Monitor, qui analyse les programmes américains d'aide à la sécurité et à la défense dans le monde entier, les États-Unis ont fourni plus de 114 millions de dollars d'aide directe aux forces armées honduriennes dans la seule période 2009-2017.

La plupart des officiers sont formés à l'École des Amériques pour la coopération de sécurité (Western Hemisphere Institute for Security Cooperation), située en Géorgie (anciennement École des Amériques). Il en résulte des liens permanents entre ces officiers et leurs formateurs. Au moins deux des personnes accusées de l'assassinat de Berta Cáceras ont été formées dans cette école.

Les États-Unis maintiennent également la base militaire conjointe de Soto Cano (ancien-

nement Palmerola) avec les forces honduriennes, qui fait à la fois office de centre de formation des forces aériennes honduriennes et de base de la principale force d'intervention des États-Unis en Amérique centrale, avec environ 500 soldats.

L'économie actuelle du Honduras a été pour une grande part mise en place par des entreprises domiciliées aux États-Unis, la police et l'armée du pays ont été constituées, formées et armées par les États-Unis.

UNE SEMI-COLONIE DES ÉTATS-UNIS DEPUIS PLUS D'UN SIÈCLE

La situation actuelle au Honduras découle du développement de l'impérialisme américain en Amérique centrale, et au Honduras en particulier, depuis plus d'un siècle.

À la fin du 19^e siècle, après avoir conquis une grande partie de l'Amérique du Nord, le capital des États-Unis commença à chercher ailleurs des possibilités de placement. Ce mouvement s'insérait dans un développement plus vaste de l'impérialisme à l'échelle mondiale : les bourgeoisies britannique, française, allemande et japonaise cherchaient également à constituer ou renforcer un empire colonial à même de leur fournir des matières premières et d'absorber leurs marchandises et leurs capitaux.

La bourgeoisie américaine connut une expansion comparable à celles de ses rivales européennes mais, dans le cas des États-Unis, cette expansion se tourna vers le Pacifique, les Caraïbes et l'Amérique latine. Et, pour une bonne part, elle fut rendue possible par des entreprises guerrières. En 1893, des hommes d'affaires américains organisèrent un coup d'État à Hawaï, qui aboutit à l'annexion pure et simple de cet archipel par les États-Unis en 1900. En



A partir de 1905, l'Amérique centrale a été dédiée à la banane, au profit des grandes compagnies des États-Unis.

1898, les États-Unis menèrent une guerre contre l'Espagne pour arracher à celle-ci le contrôle sur Porto Rico, Cuba et les Philippines. Pendant les trois années suivantes, l'armée américaine mena une lutte sanglante et brutale contre les nationalistes philippins pour imposer son contrôle sur le pays. Alors que les États-Unis commençaient à se constituer un début d'empire aux Caraïbes et dans l'océan Pacifique, ils cherchèrent à relier ces deux zones au moyen d'un canal creusé en Amérique centrale. Pour cela, ils manigancèrent contre leurs rivaux européens et détachèrent le Panama de la Colombie.

Le droit des États-Unis à être la seule puissance régionale avait déjà été proclamé, en 1823, par le président James Monroe, dans le cadre de la fameuse doctrine Monroe. Mais ce n'est qu'entre 1904 et 1914, avec le creusement du canal de Panama, que le pays fut véritablement à même d'établir sa domination en Amérique centrale. En 1905, Elihu Root, ministre des Affaires étrangères du président Theodore Roosevelt, écrivait : « *Le fait que nous creusions ce canal va nous conduire inévitablement à assurer l'ordre aux alentours. Il est dans l'ordre des choses que le commerce et le contrôle, et l'obligation qui en découle de*

maintenir l'ordre dans la région, servent nos intérêts. » Roosevelt était d'accord avec cette position. Dans un discours annonçant son célèbre Corollaire de la doctrine Monroe, il déclara que les États-Unis agiraient comme une force de police afin de garantir le maintien de l'ordre dans cette partie du monde.

Jusque-là, l'économie du Honduras avait été principalement rurale, quasiment dépourvue d'industrie et même d'une agriculture commerciale. Si un petit nombre de compagnies minières américaines avaient commencé à extraire de l'or dans les années 1880, si quelques bananeraies contrôlées par les États-Unis s'étaient implantées le long de la côte nord dans les années 1890, cela n'avait aucun impact sur la grande majorité de la population, qui continuait de survivre sur des cultures vivrières.

Mais début 1905 l'Américain Samuel Zemurray, surnommé Sam the Banana Man, s'installa au Honduras et commença à acheter de vastes surfaces pour y planter des bananiers, qu'il finit par revendre à United Fruit. Le Honduras était de plus en plus dominé par les capitalistes américains. Deux entreprises américaines, United Fruit et Standard Fruit, obtinrent bientôt le contrôle de la totalité de la côte nord du pays. Leur expansion se fit en



La grève massive de 1954 contre les patrons de la banane. Sur la banderole : « Vive la grève, continuons à aller de l'avant, unis, nous vaincrons. »

arrachant des terres aux paysans. Ceux-ci n'avaient d'autre choix que de travailler, pour un salaire extrêmement bas, pour ces entreprises. En 1913, la banane représentait les deux tiers des exportations du pays. Le Honduras était devenu une économie de monoculture dont la richesse s'évadait par bateaux entiers vers la Nouvelle-Orléans, New York et Boston. Les quelques infrastructures qui pouvaient y être construites permettaient d'abord aux producteurs de fruits de sortir leur récolte du pays. En 1960, la capitale Tegucigalpa n'était toujours pas desservie par le chemin de fer. Le Honduras est le pays auquel pensait l'auteur américain O. Henry lorsqu'il parla pour la première fois de « république bananière ».

Une petite classe dirigeante se développa, étroitement liée aux entreprises américaines. Les grands propriétaires fonciers tirèrent profit de la situation en produisant des marchandises en grande partie pour le marché des États-Unis, utilisant les infrastructures construites par les planteurs de bananes. Le personnel politique, composé exclusivement de membres des familles de grands propriétaires, se disputait les recettes douanières prélevées sur les producteurs de fruits. L'État central que cette classe dirigeante construisit

de concert avec les entreprises américaines était lui aussi très faible et corrompu. Ainsi Lee Christmas, consul des États-Unis au Honduras, notait dans les années 1910 que, « dans ce pays, une mule coûte plus cher qu'un député! »

Contrairement à ce qui se passa au Nicaragua voisin, les États-Unis n'ont pas construit, au Honduras, de bases militaires permanentes. Les entreprises de la banane contrôlaient la partie du pays où elles étaient implantées, avec leurs propres gardes armés. Le reste du pays était peu contrôlé. Et l'armée américaine était prête à envahir le pays si nécessaire : entre 1903 et 1925, elle intervint sept fois.

Pour la population, la domination du pays par l'impérialisme américain signifiait à la fois pauvreté et dictature.

Pendant six décennies, ce système ne connut que peu de changements. Mais durant la Deuxième Guerre mondiale, alors que les États-Unis étaient occupés ailleurs et que la demande et les prix de leurs marchandises atteignaient des sommets du fait des commandes de guerre, le Honduras et d'autres pays d'Amérique latine connurent un certain développement économique.

Après la guerre, les États-Unis firent leur retour, d'abord en injectant dans les armées latino-américaines des capitaux

et des équipements militaires. Lancée en 1951, cette politique fut d'abord mise en œuvre au Honduras, où les conseillers et le capital américains posèrent les fondations d'une armée hondurienne à partir des forces de répression hétéroclites que le pays avait connues jusque-là.

En 1954, la classe ouvrière hondurienne releva la tête : les travailleurs de United Fruit organisèrent une grève massive pour arracher des hausses de salaire. Cette grève s'étendit bientôt à Standard Fruit, puis aux travailleurs de l'industrie dans la ville de San Pedro Sula, centre de l'empire de la banane situé dans le nord du pays. Elle impliqua plus de 40 000 travailleurs et permit d'obtenir des hausses de salaire importantes. C'est lors de cette grève qu'est né le Parti communiste hondurien. Au cours de la décennie suivante, le mouvement ouvrier s'étendit à travers le pays, revendiquant, en plus de meilleurs salaires, la réforme agraire et l'indépendance vis-à-vis des États-Unis, ainsi que la journée de huit heures. Face à cette poussée souvent explosive, des membres de la bourgeoisie hondurienne cherchèrent à prendre la tête du mouvement, en se présentant comme réformistes et en soutenant au moins verbalement certaines des revendications des travailleurs.

United Fruit et Standard Fruit satisfirent quelques-unes des revendications ouvrières, dont la journée de huit heures. Mais lorsque le nouveau gouvernement, dirigé par les réformistes, annonça qu'il soutenait la revendication de redistribuer à des petits paysans les terres inutilisées de ces entreprises, United Fruit et l'ambassadeur des États-Unis firent appel à la jeune armée hondurienne. Celle-ci frappa en 1963. D'après l'ambassadeur des États-Unis lui-même, l'armée « *massacra [...] en une demi-heure* » les

faibles forces construites par le gouvernement réformiste et qui lui étaient restées loyales. Et elle installa le chef de l'armée au pouvoir. Ce fut le premier de nombreux coups d'État que cette armée créée par les États-Unis allait organiser pour protéger les intérêts des capitalistes américains qui dominaient le pays.

Une fois que la situation fut stabilisée par l'armée, les capitaux américains affluèrent. Des banques américaines (Chase Manhattan et National City) avalèrent les petites banques honduriennes. Ces banques prêtaient de l'argent aux propriétaires terriens pour leur permettre de développer leur production de coton, de bétail ou de café. Ces propriétaires accaparaient les terres d'un nombre croissant de paysans, parfois en installant simplement des barbelés autour. Les entreprises américaines achetaient, distribuaient et vendaient les produits cultivés dans leurs nouvelles plantations. Contrairement aux bananeraies, beaucoup des nouvelles plantations étaient la propriété de Honduriens, même si elles avaient été mises en place à l'aide de prêts américains, payaient des intérêts aux capitalistes américains et, pour la plupart, produisaient des marchandises destinées aux États-Unis, où elles seraient vendues ou transformées dans l'industrie.

Dans les années 1960, le Honduras n'était sans doute plus une simple république bananière. Mais il était dirigé comme une colonie des États-Unis qui ne disait pas son nom.

1 USS est un préfixe pour les navires de guerre des États-Unis. « USS Honduras » est une référence à la domination qu'ils exercent sur ce pays.

LES ANNÉES 1980 ET LE « USS HONDURAS »¹

Dans toute l'Amérique centrale, les bourgeoisies locales étaient faibles, et les États-Unis s'appuyèrent sur des dictatures sans réel soutien populaire pour maintenir leur ordre. Dans les années 1970 et 1980, certains de ces gouvernements commencèrent à vaciller.

La dictature de Somoza, au Nicaragua, fut la première à chuter. Cet État extrêmement corrompu et impopulaire avait été dirigé par une seule famille, qui avait accaparé les richesses agraires du pays. Elle s'était maintenue au pouvoir en s'appuyant sur une Garde nationale mise en place par les États-Unis plusieurs décennies auparavant, qui était devenue tellement corrompue qu'elle en avait perdu toute efficacité militaire. En 1979, le régime avait perdu jusqu'au soutien de la bourgeoisie, et une guérilla relativement modeste, les sandinistes, put prendre le pouvoir.

Les États-Unis virent tout de suite le risque d'un effet domi-

no en Amérique centrale, capable d'entraîner notamment la chute des dictatures du Guatemala et du Salvador, qu'ils soutenaient et qui étaient presque aussi faibles et instables que celle de Somoza au Nicaragua. Alors que la guerre du Vietnam avait cessé quelques années plus tôt seulement, les États-Unis n'étaient pas prêts à engager leurs troupes pour stabiliser la région. Au lieu de cela, ils se servirent du Honduras comme d'une base à partir de laquelle reprendre le contrôle de la région.

Avec l'aide des États-Unis, les débris de la Garde nationale nicaraguayenne se regroupèrent au Honduras pour former une nouvelle organisation baptisée Contras (« contre » en Espagnol). L'État hondurien lui-même était de plus en plus militarisé et dirigé par les États-Unis pour soutenir la mission des Contras, à savoir renverser le gouvernement sandiniste. L'armée américaine établit une importante base militaire au Honduras, toujours en activité aujourd'hui, ainsi qu'au moins onze camps de base et



GREG MATHIESON

En 1983, un groupe de ces Contras qui ravagèrent l'Amérique centrale à partir de 1979.

bases aériennes. Un nombre impressionnant d'agents de la CIA envahirent le pays. En 1987, le petit Honduras hébergeait 7 000 soldats et personnels militaires américains, et 40 000 Contras et leurs proches. Le *New York Times* affirmait que dans les années 1980 « les diplomates américains exercent un contrôle bien plus important sur la politique intérieure hondurienne que sur tout autre pays de l'hémisphère occidental et, en privé, ce fait est unanimement reconnu par les responsables politiques » (25 mai 1988, cité dans l'ouvrage non traduit de Peter Dale Scott et Jonathan Marshall, *Cocaine Politics*, 1991).

Les États-Unis encouragèrent l'expansion massive de gangs actifs dans le trafic de drogues au Honduras, permettant aux Contras de se financer en produisant de la drogue et en la distribuant illégalement sur le marché américain. En 1978, un « coup d'État cocaïne » porta au pouvoir un groupe de militaires honduriens étroitement liés aux cartels de la drogue. En 1983, sous la pression de la CIA, la Drug Enforcement Agency (DEA), service de police fédérale des États-Unis chargé de la lutte contre le trafic de drogues, quitta purement et simplement le Honduras, ce qui retira toute crédibilité à une prétendue lutte des États-Unis contre la drogue ou les gangs. D'après le témoignage d'un agent de la DEA, « le Pentagone nous fit clairement comprendre qu'il fallait partir : ils avaient des choses plus importantes à faire dans ce pays ». Le *New York Times* rapportait aussi que la DEA disposait d'informations sur l'existence de liens entre cinq hauts responsables militaires honduriens et le trafic de drogue, mais « qu'elle fit l'objet de pressions qui la dissuadèrent d'agir » fin 1987, « afin de ne pas mettre en danger la collaboration du Honduras dans la guerre des Contras ».

Deux conseillers militaires

américains furent abattus, une bombe explosa dans un restaurant, blessant des soldats honduriens et américains, et un attentat à la bombe eut même lieu dans le Congrès hondurien. En 1988, des foules de Honduriens lancèrent des bombes incendiaires sur l'ambassade des États-Unis. Mais aucune résistance efficace ne parvint à s'organiser contre la transformation du pays en base militaire américaine.

La résistance qui se manifesta fut écrasée avec la plus grande brutalité. Entre 1980 et 1984, au moins 290 personnes disparurent. Il s'agissait principalement de paysans qui s'organisaient pour résister, de militants ouvriers ou d'enseignants, assassinés et torturés par des escadrons de la mort. La répression s'intensifia tout au long des années 1980. Le plus célèbre de ces escadrons de la mort, le Battalion 3-16, avait été entraîné par des agents secrets argentins qui avaient acquis l'expérience des tortures et des disparitions pendant les années de la dictature. Cet escadron de la mort collaborait étroitement avec la CIA. La Cour interaméricaine des droits de l'homme finit par mettre sur le dos du gouvernement hondurien les agissements de ces escadrons de la mort, alors même qu'ils avaient été entraînés par les États-Unis.

Une fois que les États-Unis eurent retiré au Nicaragua sa dernière parcelle d'indépendance, ils quittèrent le Honduras, laissant l'armée hondurienne chercher d'autres sources de financement pour ses opérations. Celle-ci devint alors encore plus ouvertement corrompue et active dans le trafic de drogue, ce qui permit aux gangs de s'implanter encore mieux dans tout le pays. Aujourd'hui, d'après la US National Defense University (financée par le département de la Défense des États-Unis), les

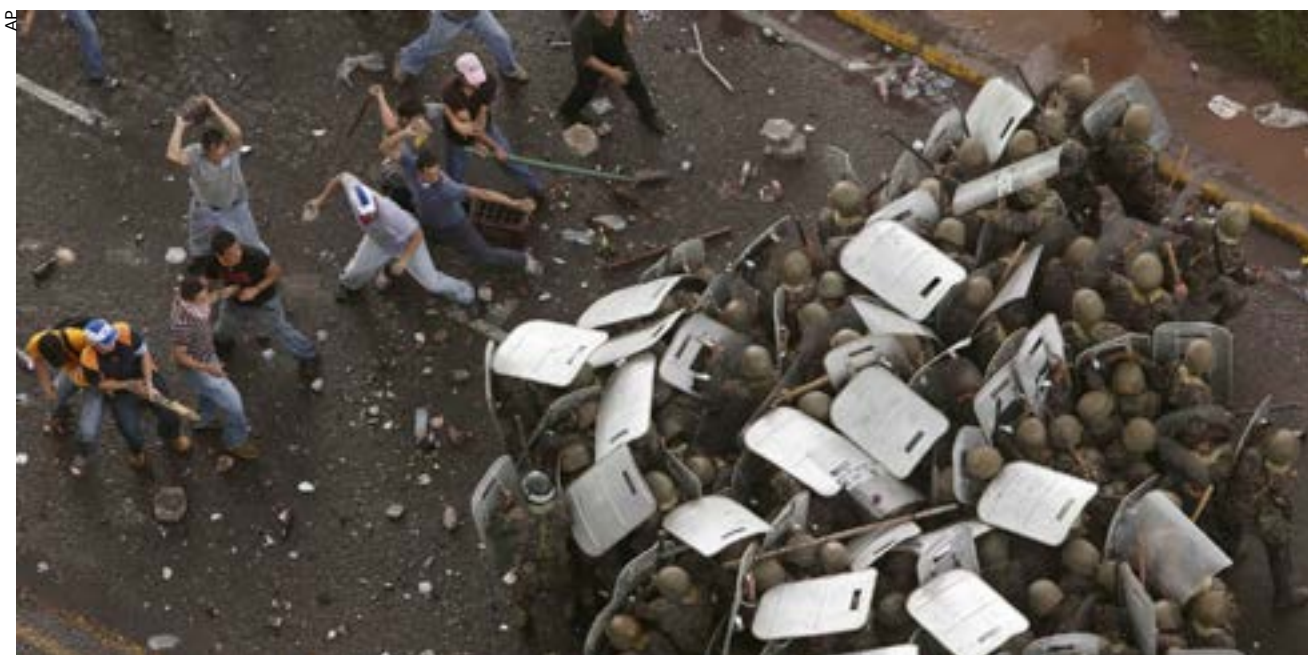
gangs ont infiltré la police, l'armée, le système judiciaire et l'ensemble de l'appareil d'État. Après avoir été longtemps une république bananière, le Honduras est désormais à maints égards une république de la cocaïne, avec un appareil d'État inséparable des réseaux mafieux qui dirigent le trafic de drogue, et la population subit de plein fouet la violence qui en découle.

DE LA CRISE DE 2007-2008 AU COUP D'ÉTAT DE 2009

La crise financière éclata en 2007 aux États-Unis, s'accéléra en 2008 puis se diffusa au reste du monde, et elle toucha également le Honduras. Le crédit s'assécha. Le prix des marchandises telles que le café et l'huile de palme s'effondra. Les entreprises américaines imposèrent alors des baisses de prix encore plus importantes à leurs fournisseurs, sur des sites déjà caractérisés par des conditions proches de l'esclavage. Comme partout ailleurs durant la crise, la bourgeoisie hondurienne fit appel au soutien de l'État, à la fois pour racheter les canards boiteux et pour l'aider à restaurer ses profits sur le dos de la population.

L'une des premières conséquences politiques de la crise fut le coup d'État de 2009. Lorsque le pays fut touché par la crise, il était dirigé par Manuel Zelaya, président qui avait mené une politique aux accents populistes, essayant de gagner le soutien de la population en finançant quelques modestes programmes sociaux et prenant quelque peu ses distances avec les États-Unis. Le 28 juin 2009, des éléments de l'armée hondurienne mirent Zelaya en état d'arrestation, l'expulsèrent du pays et prirent le pouvoir.

Dans son livre *The Long Honduran Night*, Dana Frank décrit le nombre impressionnant



Manifestation contre le coup d'État, le 29 juin 2009.



Zelaya, président renversé.

d'éléments qui prouvent l'implication des États-Unis dans ce coup d'État. Ainsi, l'avion chargé d'expulser Zelaya fit une escale à la base aérienne de Soto Cano, gérée par les États-Unis, pour faire le plein de kérosène. Quatre des six généraux à la tête du coup d'État avaient été formés à l'École des Amériques. La veille de l'événement, le commandant en chef des forces américaines au Honduras rencontra le général qui allait prendre la tête du putsch.

L'administration Obama refusa de considérer qu'il s'agissait d'un coup d'État. Elle donna sa caution à l'élection entachée d'irrégularités qui fut organisée dans la foulée pour donner un vernis légal à la victoire des putschistes. Obama continua d'apporter son soutien au nouveau pouvoir, même lorsqu'il fut établi, par des témoignages donnés devant des tribunaux américains, que le président

nouvellement élu était impliqué dans le trafic de drogue.

L'administration Trump a poursuivi cette politique, reconnaissant officiellement en 2017 une nouvelle parodie d'élection que l'Union européenne et l'Organisation des États américains ont considérée comme totalement manipulée. Lorsque des milliers de Honduriens sont descendus dans la rue pour protester contre les manipulations, la police et l'armée sont intervenues brutalement, tuant au moins 30 personnes. Le vainqueur de cette élection fait, lui aussi, l'objet d'accusations auprès de tribunaux américains pour trafic de drogue, et son frère a déjà été condamné. Sans surprise, les États-Unis ont continué à apporter leur aide aux officiers honduriens qui avaient piloté le coup d'État.

Du point de vue des bourgeoisies américaine et hondurienne, le gouvernement mis en place lors du coup d'État de 2009 a été efficace. En 2017 et en 2018, le pays a accueilli de nouveaux flux de capitaux américains destinés à construire de nouvelles usines dans le textile et la sous-traitance automobile. Pendant ces deux années, le secteur de la confection hon-

durien a enregistré une progression de plus de 15%. Si bien qu'en mai 2019 on a entendu les patrons du textile guatémaltèques donner de la voix, révoltés par la perte de parts de marché au profit du Honduras, du fait de l'assouplissement du droit du travail dans ce pays après le coup d'État.

Mais, du point de vue des classes populaires, le coup d'État de 2009 a approfondi encore la catastrophe dans laquelle la crise les avait plongées.

À partir de 2009, l'État et le patronat s'attaquèrent frontalement aux salaires et aux conditions de travail. Immédiatement, le nouveau gouvernement annula toutes les lois supposées protéger les travailleurs, telles que celles réglementant le temps partiel ou imposant un minimum de cotisations à la charge des employeurs. La plupart des emplois existants se trouvaient certes depuis longtemps dans le secteur informel, et la majorité des employeurs ne respectaient pas les dispositions légales censées protéger les travailleurs. Mais, parallèlement à l'élimination des maigres protections existantes, les rares emplois du secteur formel reculèrent eux aussi. Les salaires des ouvriers

peu qualifiés ont ainsi baissé de 7% entre 2018 et 2019, sans tenir compte de l'inflation.

Fer de lance de ces attaques contre les ouvriers et les petits paysans, la bourgeoisie fit à partir de 2009 ouvertement main basse sur des dizaines de millions de dollars dans le système éducatif et le système de santé. Elle vendit des médicaments frelatés qui entraînaient des milliers de morts. Le gouvernement envisagea même de privatiser la santé et l'éducation, mais il dut faire machine arrière, au moins provisoirement, face aux grèves des travailleurs de ces secteurs. Il faut dire qu'elles furent soutenues par des manifestations de masse qui ne reculèrent pas devant la répression policière.

En définitive, c'est l'accroissement du désespoir de la population, à la suite de la crise et du coup d'État, qui a déclenché la migration de masse d'hommes, de femmes et d'enfants vers les États-Unis à partir de 2014.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN À LA RACINE DU PROBLÈME

Les conditions catastrophiques dans lesquelles des Honduriens ont quitté massivement le pays à partir de 2014 ont été made in the USA. La pauvreté de la majorité de la population est le résultat d'un siècle de domination américaine. L'armée, la police et de nombreux agents de sécurité privés sont formés et financés par les

États-Unis. Ce sont les responsables politiques américains qui, dans les années 1980, ont implanté au Honduras les gangs ultra-violents qui prospèrent aujourd'hui et alimentent le marché de la drogue des États-Unis, tout en tirant profit du désespoir de la population. La crise économique a été produite par le système financier mis en place par les États-Unis. Et le coup d'État a été soutenu, si ce n'est directement organisé, par des responsables américains.

Le rôle des États-Unis dans le désastre qui est en train de se déployer au Honduras et dans le reste de l'Amérique centrale jette une lumière crue sur l'hypocrisie démagogique qui suinte de la rhétorique de Trump.

Mais la politique menée par les États-Unis dans cette partie du monde ne dépend ni de la rhétorique ni de l'appartenance partisane du locataire de la Maison-Blanche. Le coup d'État de 2009 s'est déroulé sous l'administration Obama, tout comme les premières mesures, en 2014, destinées à empêcher les enfants migrants d'obtenir l'asile aux États-Unis. Aujourd'hui, Nancy Pelosi et le sénateur démocrate de l'État de New York, Chuck Schumer,

critiquent l'incarcération des migrants dans des camps et la séparation des familles par Trump. Mais ils soutiennent systématiquement les mesures pour « sécuriser la frontière » et « aider » l'État hondurien dont la population s'enfuit.

La situation désespérée des Honduriens quittant le pays n'est pas un cas unique. Ils sont des milliers qui fuient également la pauvreté et la violence au Salvador, au Guatemala. Et ils sont encore plus nombreux à fuir les Caraïbes, sans parler de pays comme l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie ou la Libye. Dans tous ces pays, les gens sont poussés à partir par les conséquences catastrophiques de l'impérialisme.

Si nous voulons instaurer un monde sans ces millions de migrants désespérés fuyant la pauvreté et la violence, il ne suffira pas de changer la couleur politique du parti au pouvoir, ni de militer pour une meilleure politique. La réalité est que cette situation désespérée, qui est commune à une grande partie de la population mondiale, est le produit du système impérialiste, dont le cœur est aux États-Unis. C'est ce système qu'il faut déraciner.

19 janvier 2020



PEDRO PARDO

Des listes de Lutte ouvrière aux élections municipales

Aux élections des 15 et 22 mars prochains, nous présenterons quelque 250 listes Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs dans plus de 200 villes. Lutte ouvrière sera ainsi présente dans la plupart des grandes villes du pays, ainsi que dans de nombreuses villes moyennes et petites. Nous serons également candidats à l'élection à la métropole de Lyon. À La Réunion, une liste sera en lice à Saint-Benoît. L'organisation trotskyste antillaise Combat ouvrier se présentera en Martinique à Fort-de-France, et en Guadeloupe à Capesterre-Belle-Eau et dans la ville des Abymes.

Nous publions ci-dessous l'inventaire des listes déjà déposées ou sur le point de l'être, le dépôt des listes étant encore ouvert jusqu'au 27 février. Nous publions également ci-dessous la circulaire électorale d'une de nos listes. Nos lecteurs peuvent suivre le détail de notre campagne dans notre hebdomadaire *Lutte ouvrière* et sur notre site Internet <https://www.lutte-ouvriere.org/municipales>

le 21 février 2020

lutte | **Faire entendre** **ouvrière** | **le camp des travailleurs**

À Conflans-Sainte-Honorine, liste conduite par



**Ali
KAYA**
Ouvrier de l'automobile



**Olga
GELVEZ**
*Enseignante
contractuelle*

Travailleuses, travailleurs, chômeurs et retraités

Les grèves et les manifestations contre la violente attaque du gouvernement sur les retraites ont clairement montré quels sont les deux camps qui s'opposent dans la société.

À l'offensive, le camp représenté par Macron, Philippe, leurs ministres et tout l'appareil d'État. Au-dessus d'eux, les vrais maîtres de notre société : la grande bourgeoisie et les principaux actionnaires des grandes entreprises capitalistes, de la finance et des banques. Ce sont eux les véritables bénéficiaires de cette réforme gouvernementale. Leur objectif est de faire les poches des travailleurs retraités, pour que l'État aide encore plus les riches à s'enrichir. Autour d'eux, députés et vedettes des médias justifient ce vol. Ils dénigrent les grévistes. Ils présentent comme des privilégiés des femmes et des hommes qui gagnent en un mois de travail ce que de grands bourgeois gagnent en une heure, sans rien faire d'utile pour la société.

Une première bataille dans la guerre sociale

C'est pour se défendre contre cette nouvelle agression, venant du monde des riches parasites et de leurs mercenaires, que les travailleurs de la SNCF, de la RATP, de l'éducation et bien d'autres sont entrés en lutte. Ils ont pris la suite des gi-

lets jaunes, première expression de la montée de l'exaspération populaire, avec la colère des travailleurs des hôpitaux et des Ehpad.

Ceux qui ont relevé la tête ont mille fois raison. Ils se sont lancés dans une lutte que tous les exploités devront engager tôt ou tard s'ils ne veulent plus subir le brigandage d'une classe privilégiée et irresponsable.

Pour accroître ses richesses, la grande bourgeoisie, aiguillonnée par la crise de son économie, mène une guerre à mort contre les autres classes sociales. Elle pousse une fraction croissante de salariés vers la précarité ou le chômage. Les classes populaires, des petits paysans aux petits commerçants, sont asphyxiées, victimes des banques et de la grande distribution. Pour ceux qui doivent survivre avec des salaires ou des allocations indignes, la pauvreté est aggravée par la décomposition des services publics indispensables : hôpitaux, transports publics, écoles ou Ehpad. La misère matérielle engendre la misère morale, des simples incivilités aux trafics et aux violences gratuites qui pourrissent la vie des quartiers nonulaires.



C'est toute la société qui va dans le mur. Et cela pour qu'une poignée de multimilliardaires puissent accroître leur fortune et leur pouvoir sur une société qu'ils étranglent. Seule peut s'y opposer la force collective de ceux qu'ils exploitent, dépouillent, méprisent et oppriment.

Envoyez au conseil municipal des femmes et des hommes du camp des travailleurs

En présentant une liste, Lutte ouvrière n'a pas pour ambition d'être un meilleur gestionnaire des affaires de la commune. Nous savons à quel point l'État ligote les municipalités. Même les mieux disposées à l'égard des travailleurs sont condamnées à l'impuissance. Les problèmes vitaux des travailleurs ne dépendent pas de la municipalité. Celle-ci est d'autant plus bridée par la préfecture qu'elle est proche de la population. Dans une société d'exploitation et d'oppression, il ne peut y avoir d'oasis locales.

La transformation de la société, ou même une amélioration durable pour les classes populaires, ne peut pas être obtenue par des bulletins de vote. Elle nécessite la mobilisation de la classe ouvrière pour pousser la lutte contre l'État bourgeois jusqu'à la prise du pouvoir et à son exercice par les travailleurs. Seul un pouvoir d'État

s'appuyant sur les classes laborieuses, exercé collectivement et démocratiquement, pourra exproprier la classe capitaliste et prendre en main la direction de l'économie. C'est alors seulement qu'elle pourra être organisée pour satisfaire les besoins de toute la population, et non pour qu'une minorité accumule des profits.

La municipalité ne peut être l'instrument de la transformation sociale. Mais la commune où les travailleurs vivent peut être un terrain où le camp des travailleurs recrute, s'organise, se mobilise et met en évidence l'opposition fondamentale entre exploités et exploités, entre capitalistes et salariés.

Et si les électeurs portaient à la tête de la municipalité des femmes et des hommes qui partagent leurs difficultés, elle serait un point d'appui dans toutes les luttes contre les capitalistes, les notables locaux et l'État. Elle associerait à ses décisions les travailleurs, français ou étrangers, avec ou sans papiers, les chômeurs, les retraités, les associations et les syndicats. Elle ferait appel à eux chaque fois que les autorités tenteraient d'interdire ses décisions favorables aux plus démunis. Elle ferait tout pour que, dans la vie municipale, s'impose une forme de démocratie des ouvriers, au travers de laquelle leurs intérêts s'opposent à ceux des riches.

Travailleuses, travailleurs, chômeurs, retraités, vous que le capitalisme exploite et opprime, affirmez que seul le camp des travailleurs peut mettre fin à la dictature du grand capital et de ses mercenaires politiques !

Votez et faites voter pour la liste Lutte ouvrière conduite par Ali KAYA et Olga GELVEZ

Lutte Ouvrière - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX - www.lutte-ouvriere.org

IMS - 93500 PANTIN

| Région | Département | Commune | Liste conduite par |
|-----------------------------|------------------|------------------------|-------------------------|
| Auvergne- Rhône-Alpes | Ain (01) | Ambérieu-en-Bugey | Patrick Bouvet |
| | | Bourg-en-Bresse | Sylvain Cousson |
| | Allier (03) | Montluçon | Jean-François Reul |
| | | Moulins | Philippe Outteryck |
| | Ardèche (07) | Annonay | Christophe Marchisio |
| | Drôme (26) | Valence | Adèle Kopff |
| | Isère (38) | Échirolles | Chantal Gomez |
| | | Grenoble | Catherine Brun |
| | | Rives | Martine Dunand |
| | | Saint-Martin-le-Vinoux | Christine Tulipe |
| | | Vif | Véronique Duperron |
| | | Villefontaine | Clément Bordes |
| | Loire (42) | Saint-Chamond | André Moulin |
| | | Saint-Étienne | Romain Brossard |
| | Puy-de-Dôme (63) | Clermont-Ferrand | Marie Savre |
| | Rhône (69) | Oullins | Cécile Faurite |
| | | Saint-Fons | Christian Prada |
| | | Vaulx-en-Velin | Thomas Spreux |
| | | Vénissieux | Marie-Christine Seemann |
| | | Villeurbanne | Nadia Bouhami |
| | | Saint-Priest | Jean-Charles Fagnou |
| | | Lyon 1 ^{er} | Chantal Helly |
| | | Lyon 4 ^e | Charly Champmartin |
| | | Lyon 5 ^e | Tristan Teyssier |
| | | Lyon 7 ^e | Olivier Minoux |
| | | Lyon 8 ^e | Michel Piot |
| | | Lyon 9 ^e | Anne-Marie Chambon |
| Savoie (73) | Chambéry | Marie Ducruet | |
| Haute-Savoie (74) | Annecy | Naci Yildirim | |
| | Évian-les-Bains | Michelle Bally | |
| Bourgogne- Franche-Comté | Côte-d'Or (21) | Chenôve | Fabienne Delorme |
| | | Dijon | Claire Rocher |
| | | Montbard | Isabelle Marchal |
| | | Quetigny | Patrick Berthelot |
| | | Talant | Julien Thévenin |
| | Doubs (25) | Audincourt | Patrick Girard |
| | | Besançon | Nicole Friess |
| | | Grand-Charmont | Christian Driano |
| | | Héricourt | Mario Pesce |
| | | Montbéliard | Franck Plain |
| | Jura (39) | Valentigney | Michel Treppo |
| | | Dole | Dominique Revoy |
| | Nièvre (58) | Lons-le-Saunier | Johanne Morel |
| | | Nevers | Dominique Dupuis |
| | Haute-Saône (70) | Héricourt | Isabelle Apro |
| | | Vesoul | Cédric Fischer |

| Région | Département | Commune | Liste conduite par |
|-------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------|
| Bourgogne-Franche-Comté | Saône-et-Loire (71) | Autun | Simonne Pallant |
| | | Chalon-sur-Saône | Pascal Dufraigne |
| | | Le Creusot | Julie Lucotte |
| | | Mâcon | Michel Denizot |
| | | Montceau-les-Mines | Claude Couratier |
| | Yonne (89) | Auxerre | Sylvie Manigaut |
| | | Avallon | Christophe Springaux |
| | | Sens | José Carrasco |
| | Territoire de Belfort (90) | Belfort | Jean-Marie Pheulpin |
| Bretagne | Côtes-d'Armor (22) | Lannion | Yann Guéguen |
| | | Ploufragan | Martial Collet |
| | | Saint-Brieuc | Alain Le Fol |
| | Ille-et-Vilaine | Rennes | Valérie Hamon |
| | Finistère (29) | Brest | Rémy Collard |
| | | Saint-Jacques-de-la-Lande | Fabrice Lucas |
| | Morbihan (56) | Lanester | Cyril Le Bail |
| Centre-Val de Loire | Cher (18) | Bourges | Colette Cordat |
| | | Vierzon | Régis Robin |
| | Eure-et-Loir (28) | Chartres | Vincent Chevrollier |
| | | Dreux | Adrien Denis |
| | | Lucé | Frédéric Bastien |
| | Indre (36) | Châteauroux | Véronique Gélinaud |
| | | Issoudun | Damien Mercier |
| | Indre-et-Loire (37) | Joué-lès-Tours | Kevin Gardeau |
| | | Saint-Pierre-des-Corps | Anne Brunet |
| | | Tours | Thomas Juhannaud |
| | Loir-et-Cher (41) | Blois | Olivier Trancart |
| | Loiret (45) | Fleury-les-Aubrais | Patrick Lamiable |
| Montargis | | Dominique Clergue | |
| Orléans | | Farida Megdoud | |
| Grand Est | Ardennes (08) | Charleville-Mézières | Mink Takawé |
| | | Sedan | Laure Augier |
| | Aube (10) | Troyes | Lionel Paillard |
| | Marne (51) | Épernay | Laurence d'Albaret |
| | | Reims | Thomas Rose |
| | | Vitry-le-François | Joëlle Bastien |
| | Haute-Marne (52) | Chaumont | Sylvain Demay |
| | Meurthe-et-Moselle (54) | Frouard | Lucien Aubert |
| | | Nancy | Christiane Nimsgern |
| | | Vandœuvre-lès-Nancy | Lacreuse Jacques |
| | Moselle (57) | Metz | Mario Rinaldi |
| | | Sarreguemines | Sébastien Ollier |
| | | Thionville | Guy Maurhofer |
| | Bas-Rhin (67) | Schiltigheim | Denise Grandmougin |
| | | Strasbourg | Louise Fève |
| Haut-Rhin (68) | Colmar | Huseyin Karaduman | |

| Région | Département | Commune | Liste conduite par |
|-----------------|----------------------|-----------------------|------------------------|
| Grand Est | Haut-Rhin (68) | Ensisheim | Aimé Sense |
| | | Mulhouse | Julien Wostyn |
| Hauts-de-France | Aisne (02) | Château-Thierry | Yona Merbouche |
| | | Laon | Jean-Loup Pernelle |
| | | Saint-Quentin | Anne Zanditénas |
| | Nord (59) | Villeneuve-d'Ascq | Pascale Rougée |
| | | Bruay-sur-l'Escaut | Dimitri Mozdzierz |
| | | Denain | Jacky Boucot |
| | | Dunkerque | Jacques Volant |
| | | Fourmies | Marie-Claude Rondeaux |
| | | Lille | Nicole Baudrin |
| | | Onnaing | Édith Weisshaupt |
| | | Orchies | Léa Demory |
| | | Roubaix | Françoise Delbarre |
| | | Saint-Saulve | Martial Esmans |
| | | Sin-le-Noble | Roger Marie |
| | | Tourcoing | Christophe Charlon |
| | | Wattrelos | Renée Toillon |
| | | Oise (60) | Beauvais |
| | Clermont | | Franck Vatinel |
| | Compiègne | | Jean-Marc Iskin |
| | Creil | | Roland Szpirko |
| | Margny-lès-Compiègne | | Gwen Maudet |
| | Pas-de-Calais (62) | Arras | Abmajid Belhadj |
| | | Calais | Françoise Millot |
| | | Lens | Michel Darras |
| | | Liévin | Régis Scheenaerts |
| | | Sailly-Labourse | Geoffrey Laloux |
| | Somme (80) | Abbeville | Georges Dovergne |
| Amiens | | Bruno Paleni | |
| Île-de-France | Ville de Paris (75) | Paris centre | Olivia Lewi |
| | | Paris 5 ^e | Natasha Piazzini |
| | | Paris 9 ^e | Sophie Robin |
| | | Paris 10 ^e | Didier Tanguy |
| | | Paris 11 ^e | Anne Ducamp |
| | | Paris 12 ^e | Georges Millot |
| | | Paris 13 ^e | Marielle Saulnier |
| | | Paris 14 ^e | Laurent Vinciguerra |
| | | Paris 15 ^e | Corinne Roethlisberger |
| | | Paris 17 ^e | Frédéric Christoph |
| | | Paris 18 ^e | Abdellah Aksas |
| | | Paris 19 ^e | Nordine El-Marbati |
| | | Paris 20 ^e | Arnaud Charvillat |
| | Seine-et-Marne (77) | Champs-sur-Marne | Gérard Délimard |
| | | Chelles | Emmanuel Doucet |
| | | Lognes | Sylvain Cayard |

| Région | Département | Commune | Liste conduite par |
|----------------------|---------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Île-de-France | Seine-et-Marne (77) | Melun | Jean-Louis Guerrier |
| | Yvelines (78) | Aubergenville | Philippe Gommard |
| | | Carrières-sous-Poissy | Marc Darsy |
| | | Les Clayes-sous-Bois | Olivier Augustin |
| | | Conflans-Sainte-Honorine | Ali Kaya |
| | | Mantes-la-Jolie | Thierry Gonnot |
| | | Les Mureaux | Alain Luguët |
| | | Poissy | Jean-Pierre Mercier |
| | | Trappes | Patrick Planque |
| | | Essonne (91) | Corbeil-Essonnes |
| | Draveil | | Benoit Grisaud |
| | Sainte-Geneviève-des-Bois | | Monique Leclerc |
| | Vigneux-sur-Seine | | Laurent Tournier |
| | Les Ulis | | Didier Paxion |
| | Hauts-de-Seine (92) | Bagneux | Franck Rollot |
| | | Clamart | Richard Percevault |
| | | Clichy | Mireille Lambert |
| | | Colombes | Michel Fabre |
| | | Gennevilliers | Zina Bounab |
| | | Malakoff | Joël Brossat |
| | | Nanterre | Laurent Strumanne |
| | Seine-Saint-Denis (93) | Aubervilliers | Alain Noé |
| | | Aulnay-sous-Bois | Bruno Beaufile |
| | | Bagnolet | Geneviève Reimeringer |
| | | Le Blanc-Mesnil | Serge Fournet |
| | | Bobigny | Rodolphe Feger |
| | | Clichy-sous-Bois | Sullivan Munoz |
| | | La Courneuve | Marlène Ley |
| | | Drancy | Didier Craffe |
| | | L'Île-Saint-Denis | Benoît Maranget |
| | | Les Lilas | Christine Samson |
| | | Livry-Gargan | Amal Aissaoui |
| | | Montreuil | Aurélie Jochaud |
| Noisy-le-Sec | | Jean-Paul Burot | |
| Pantin | | Nathalie Arthaud | |
| Le Pré-Saint-Gervais | | Patrice Zahn | |
| Romainville | | Olivier Tripelon | |
| Saint-Denis | | Philippe Julien | |
| Saint-Ouen-sur-Seine | Alain Aubry | | |
| Villepinte | Germano Esteves | | |
| Val-de-Marne (94) | Alfortville | Franck Gilleron | |
| | Arcueil | Robert Larcher | |
| | Choisy-le-Roi | Josefa Torres | |
| | Créteil | Daniel Gendre | |
| | Fontenay-sous-Bois | Anne Saintier | |

| Région | Département | Commune | Liste conduite par |
|----------------------|---------------------------|--------------------------|----------------------------|
| Île-de-France | Val-de-Marne (94) | Ivry-sur-Seine | Gisèle Pernin |
| | | Le Kremlin-Bicêtre | Nicolas Petillot |
| | | Maisons-Alfort | Amandine Cheyns |
| | | Orly | Valérie Barraud |
| | | Thiais | Pascal Boutet |
| | | Villejuif | Agathe Martin |
| | | Villeneuve-Saint-Georges | Lucien Noaile |
| | | Vitry-sur-Seine | Sandrine Ruchot |
| | Val-d'Oise (95) | Argenteuil | Dominique Mariette |
| | | Bezons | Michel Campagnac |
| | | Cergy | Éric Cassan |
| | | Eaubonne | Philippe Renou |
| | | Ermont | Marie-Françoise L'Hommedet |
| | | Herblay | Juan Munoz |
| | | Jouy-le-Moutier | Christophe Flaux |
| Louvres | | Patrick Gayraud | |
| La Réunion | La Réunion (974) | Saint-Benoît | Jean-Yves Payet |
| Normandie | Calvados (14) | Caen | Pierre Casevitz |
| | | Falaise | Michel Langevin |
| | Eure (27) | Évreux | Mélanie Peyraud |
| | | Vernon | Anne-Marie Colin |
| | Orne (61) | Rives d'Andaine | Luc Truchon |
| | | Flers | Pascal Catherine |
| | Seine-Maritime (76) | Dieppe | Éric Moisan |
| | | Le Havre | Magali Cauchois |
| | | Oissel | Pascal Le Manach |
| | | Rouen | Frédéric Podguszser |
| Sotteville-lès-Rouen | | Jean-Luc Robin | |
| Nouvelle-Aquitaine | Charente (16) | Angoulême | Olivier Nicolas |
| | Charente-Maritime (17) | Rochefort | Frédéric Castello |
| | | La Rochelle | Antoine Colin |
| | Gironde (33) | Bègles | Éric Marhadour |
| | | Bordeaux | Fanny Quandalle |
| | | Langon | Jean-Philippe Delcamp |
| | | Libourne | Hélène Halbin |
| | Pyrénées-Atlantiques (64) | Mérignac | Guillaume Perchet |
| | | Pau | Cyrille Marconi |
| | | Saint-Jean-de-Luz | Jacqueline Uhart |
| | Vienne (86) | Châtelleraut | Patrice Villeret |
| | | Poitiers | Ludovic Gaillard |
| Haute-Vienne (87) | Limoges | Élisabeth Faucon | |
| Occitanie | Gard (30) | Alès | Jérôme Garcia |
| | Haute-Garonne (31) | Auterive | Patrick Gil |
| | | Colomiers | Michèle Puel |
| | | Muret | Hervé Bergnes |

| Région | Département | Commune | Liste conduite par |
|----------------------------|--------------------------|----------------------------------|---------------------|
| Occitanie | Haute-Garonne (31) | Ramonville-Saint-Agne | Pascal Derrez |
| | | Toulouse | Malena Adrada |
| | Hérault (34) | Montpellier | Maurice Chaynes |
| | | Sète | Daniel Pilaudeau |
| | Hautes-Pyrénées (65) | Tarbes | François Meunier |
| | Pyrénées-Orientales (66) | Perpignan | Pascale Advenard |
| Tarn-et-Garonne (82) | Montauban | Richard Blanco | |
| Pays de la Loire | Loire-Atlantique (44) | Nantes | Nicolas Bazille |
| | | Saint-Nazaire | Eddy Le Beller |
| | Maine-et-Loire (49) | Angers | Céline L'Huillier |
| | | Cholet | Robert Cerisier |
| | | Les Ponts-de-Cé | Didier Lizé |
| | | Trélazé | Philippe Lebrun |
| | Mayenne (53) | Laval | Martine Amelin |
| | Sarthe (72) | Le Grand-Lucé | Maryse Brutout |
| | | Le Mans | Yves Cheère |
| | Vendée (85) | La Roche-sur-Yon | Gilles Robin |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | Alpes-Maritimes (06) | Carros | Alain Bouilleaux |
| | Bouches-du-Rhône (13) | Arles | Guy Dubost |
| | | Marseille 2 ^e secteur | Isabelle Bonnet |
| | | Marseille 7 ^e secteur | Danièle Pécout |
| | | Marseille 8 ^e secteur | François Roche |
| | Var (83) | Toulon | Jean-Michel Ghiotto |

Lutte ouvrière se présente également à la métropole de Lyon (liste conduite par Olivier Minoux).

Par ailleurs, le PCF et Lutte ouvrière présentent à Maubeuge (Nord) une liste commune Pour la défense des intérêts du monde du travail, conduite par Myriam Baziz (PCF) et Laurent Lehrhaupt (LO).

Enfin, Combat ouvrier (UCI) présente des listes en Martinique à Fort-de-France (Marie-Hellen Marthe-dite-Surelly), et en Guadeloupe à Capesterre-Belle-Eau (Jean-Marie Nomertin) et aux Abymes (Danièle Diakok).

Les autres publications de Lutte ouvrière

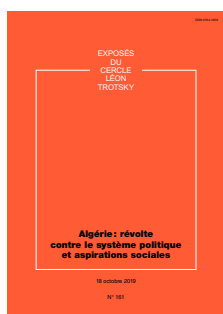
L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix: 1,20 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences:

Algérie: révolte contre le système politique et aspirations sociales
(n° 161, 18 octobre 2019)

Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser
(n° 159, 22 février 2019)

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes
(n° 158, 19 janvier 2019)

Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital
(n° 157, 17 novembre 2018)

80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités
(N° 156, 19 octobre 2018)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail national: www.lutte-ouvriere.org

Brochures et livres

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.
1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.
544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

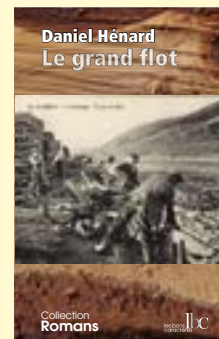


Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Le grand flot
de Daniel Hénard

Prix public: 15 € TTC



Negroes with guns de Robert F. Williams

Dans l'atelier du monde d'Alan Grey

La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer de V. I. Lénine

Les Compagnons de la Charte, de G. Trease

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeitersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203
<http://www.the-spark.net>



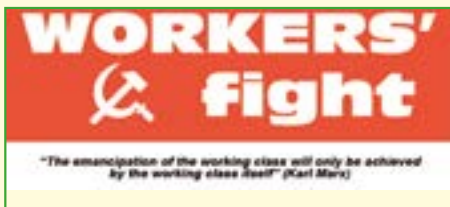
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers'Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: linernazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>